

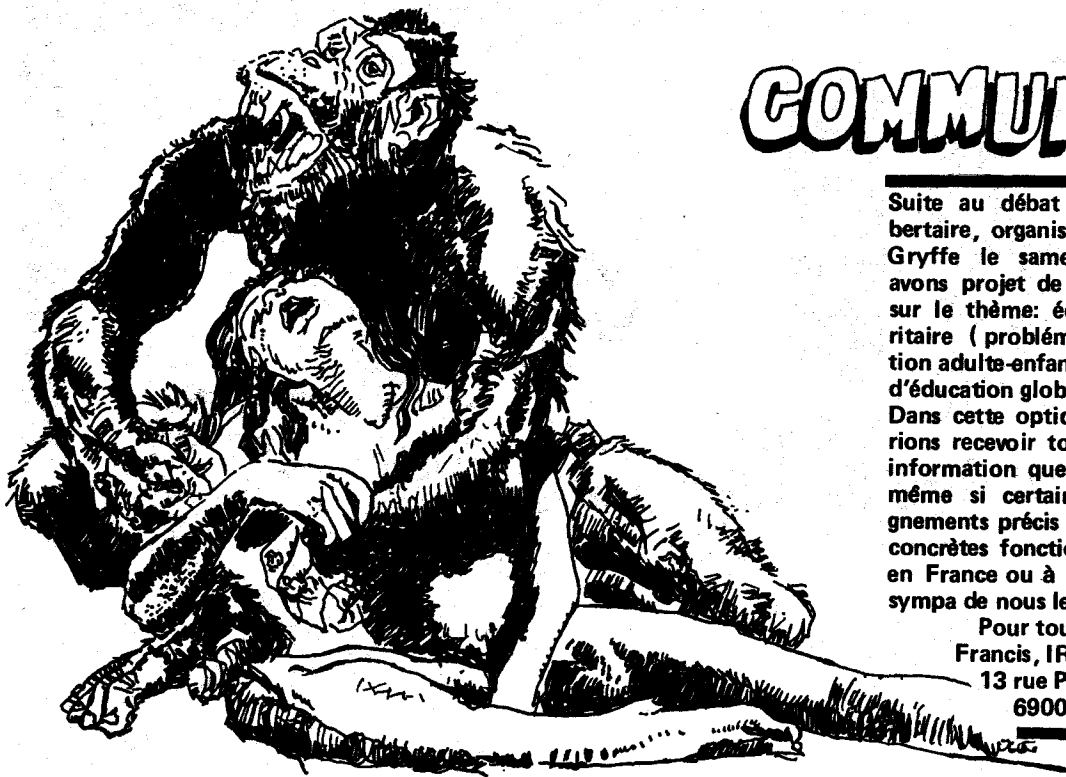
15 Mai 79

# IBL 28



L'ARMEE  
FERA  
DE TOI UN HOMME!!!

COMMISSION PARITAIRE : 09 270



# COMMUNIQUÉS

Suite au débat sur l'éducation libertaire, organisé à la librairie La Gryffe le samedi 12 mai, nous avons projet de réaliser un dossier sur le thème: éducation anti-autoritaire (problématique de la relation adulte-enfant, création de lieux d'éducation globale, etc... ). Dans cette optique, nous souhaiterions recevoir tout article ou toute information que vous possédez, de même si certains ont des renseignements précis sur des réalisations concrètes fonctionnant aujourd'hui en France ou à l'étranger, ce serait sympa de nous les envoyer.

Pour tout contact:  
Francis, IRL c/o ACLR  
13 rue Pierre Blanc  
69001 Lyon

## ACRACIA

### ACRACIA

Un film sur le mouvement libertaire et anarchiste espagnol après la mort de Franco, composé de trois parties principales :

- la contre-culture libertaire et la revue « Ayo blanco ».
- les organisations : Confédération Nationale du Travail (CNT) et Fédération Anarchiste Ibérique (FAI).
- les comités de quartiers et athénées libertaires.

Caractéristiques techniques :  
16 mm - noir et blanc - son optique - 37 mn. Version espagnol sous-titrée en français.

Conditions de location de la copie :

- prise en charge par les organisateurs de la location du projecteur et, éventuellement, de la salle de projection.
- prise en charge du déplacement d'un ou des deux réalisateurs (ou des frais d'envoi de la copie, par train.)
- participation au frais d'un minimum de 150 F.
- fourniture par les réalisateurs d'affiches du film.
- il va de soi que ces conditions sont purement indicatives et que tout accord peut être trouvé entre les organisateurs et les réalisateurs en fonction des particularités de chaque projection.

Les groupes et collectifs intéressés sont donc invités à s'adresser, au moins un mois avant la date prévue de la projection à :

Vincent Biarnes, Mas de Méjean Route de Restinclières, 34400 Lunel, tel: (67) 71 41 18

2 ou  
Alain Gaillard, 43 rue de Meaux,  
75019 Paris, tel: 239 44 96

## G.S.I.

Le GSI (Groupe de Solidarité et d'Information- Insoumission) communique :

« Le numéro d'Avis de recherche, bulletin d'insoumission totale vient de paraître.

Avis de recherche est un lieu, un carrefour, une voix indispensable pour briser le ghetto des insoumis clandestins l'isolement des individuels en cavale, la solitude des copins qui ont choisi l'exil, la tristesse des camarades emprisonnés, l'agonie des grévistes de la faim.

Pour briser le silence autour du combat des insoumis totaux nous avons décidé de prendre la parole.

Et nous sommes prêts à hurler, s'il le faut.

Au sommaire du numéro trois :

- les chiffres officiels du nombre des insoumis en France.
- Vaïma, insoumis total en cavale.
- entretien avec deux insoumis sortis de tôle.
- le point sur les cavales, les arrestations et les procès d'insoumis et déserteurs en France.

Le numéro est à quatre Francs, en vente dans les librairies parallèles et par correspondance au GSI.

Abonnement : un an 40 F (chèque barré non libellé) au GSI, 320 rue Saint Martin, 75003 Paris.

## PHILIPPE

Philippe Levigoureux a été arrêté une première fois en juin 77.

Amené à la caserne Duplex, il a refusé l'uniforme qui lui a été proposé et, à la faveur de la nuit, a faussé compagnie à ses gardiens.

Il a fait opposition à un jugement qui le condamnait, par défaut, à un an de prison pour insoumission. Il risque maintenant de deux à cinq ans (fermes) pour insoumission, désertion et refus d'obéissance.

Depuis longtemps et même durant ses deux années de cavale, Philippe a participé à un grand nombre de luttes ouvrières, paysannes écologiques et antimilitaristes qui se sont déroulées dans le pays.

Comité de soutien chez monsieur Serge Dondicol 26 avenue Marcel Cachin 92320 Chatillon.

---

# Rue des femmes de ménage

---

Depuis deux mois, 50 femmes de ménage de l'INSA protestent contre l'exploitation dont elles sont l'objet. Elles sont immigrées, employées par une entreprise de sous-traitance, la SIN et ne disposent d'aucun travail pendant les vacances ( quatre mois sur douze ). Elles sont payées au smic le reste du temps, ce qui équivaut, sur l'année, à un salaire de 1300F/mois. Devant le refus de négocier de la SIN et l'INSA elles ont fait appel au personnel enseignant, non enseignant et étudiant. Une première intervention en masse à l'administration parviendra à arracher l'ouverture de ces négociations. Celles-ci ne donnant que peu de résultats et se bloquant, une deuxième intervention le 3 mai à midi a obligé Hamelin, le directeur, à avoir une entrevue avec les femmes ( avec blocage des portes de la salle par les étudiants ) pour que le conseil d'administration d'après-midi aborde leur problème. Une intervention de trois flics le délogera. Le conseil d'administration ayant refusé, le soir, toujours en soutien à la lutte une cinquantaine d'étudiants occupaient l'administration. Vers une heure trente du matin, ils étaient délogés par les flics venus en force cette fois. Résultat, 23 arrestations dont : — 18 poursuites pour « pour occupation illégale de bâtiment administratif et vol » ( de cannettes de bière ). — 5 inculpations pour « violence avec préméditation » ( car retenue d'une personne contre son gré ).

A cela vint s'ajouter le lendemain une plainte contre les 50 femmes de ménage, un de leur délégué CFDT et deux autres étudiants pour le même motif. Par cette attitude, Hamelin s'attaque au soutien le plus important des femmes ( le personnel enseignant et non enseignant n'avait pratiquement rien fait jusque là hormis un soutien verbal ).

Le 10 Mai, une manifestation étudiante ( 1000 personnes ) se rendait à la préfecture pour demander le retrait des plaintes. En même temps, une délégation de l'intersyndicale était reçue par la direction pour un arrangement « amiable ». Ce dernier refusait catégoriquement de retirer sa plainte contre les étudiants tout en acceptant de lever celle des femmes ( pour diviser le mouvement ), parlant de comportement « fasciste » de ceux-ci. Quant on sait que Hamelin a été conseiller au CNPF et qu'il refuse d'accéder aux revendications des 50 femmes on se demande où est le fascisme. Ces deux entrevues n'ayant rien donné, une grève générale était votée pour le 11 et une motion adoptée pour essayer de l'étendre à toutes les facs de Lyon.

Parallèlement à cela la CFDT tentait de coordonner un mouvement syndical qui devait trouver son expression aux côtés des étudiants et des femmes en lutte à la Bourse du Travail pour une fête de soutien.

Il faut noter que l'inertie que présente l'intersyndicale INSA retarde ou même compromet la possibilité de réponse dure à donner aux agissements du directeur. Les inculpés du 4 ne verront le vote de la grève générale que le 11.

Ceci doit mettre les étudiants et les femmes de ménage devant une réalité : ils ne doivent compter que sur eux mêmes sur le campus. Nous ne devons pas être à la botte de l'intersyndicale mais avoir notre comportement autonome. C'est déjà fait pour les femmes de ménage, restent les étudiants. Cela ne veut pas dire ne pas tenir compte de l'action des personnels mais être capable de réagir immédiatement à toute action de la direction sans attendre cinq ou six jours.

De plus nous avons la possibilité d'allier cette lutte à celle des immigrés de toute la ville, faire entrer les gens de la rue sur le campus, qui aideront à comprendre que ce problème n'est qu'un reflet de ce qui se passe à l'extérieur.

L'attitude passive prônée par une frange d'étudiants s'appuie sur la peur pour beaucoup de la repression en fin d'année et de la « non-légalité » pour certains autres. Mais qu'est ce qu'une loi sinon une protection des intérêts des maîtres de notre société.

Que veut dire illégalité quand des femmes luttent pour vivre et faire vivre leur famille, quand des étudiants les soutiennent dans leur combat pour faire sauter le joug qu'on nous impose ? Que veut dire légalité quand les patrons qui se moquent du sort des gens que notre monde oblige à travailler sous leurs ordres à la moindre incartade lâchent leurs flics, garants de leur autorité et de notre non-liberté ? Il y a cent huit ans, une femme pillait des boulangeries pour avoir la possibilité de manger et participait à une des plus violentes révoltes populaires, la Commune. Elle partit au bain. Aujourd'hui les municipalités donnent son nom aux rues. Elle s'appellait Louise Michel.



# ATTENTION ETRANGE...RS!

## LA LOI STOLERU ( proposée en juin au parlement )

Sous ses apparentes simplifications, titre unique valant autorisation de séjour et de travail, carte de résident privilégié (III) de dix ans lorsque tu as résidé depuis plus de vingt cinq ans en France (ou depuis un an lors de conditions très spéciales). Eh bien il se cache (à peine !...) d'insidieuses structures de délestage dans la main d'œuvre ouvrière, entreprises en France depuis plusieurs années.

Eh oui, le plan de reconstruction de la France d'après guerre est maintenant un vestige du passé face aux actuels problèmes de l'emploi et de l'indépendance énergétique dont nous gratifie notre bel occident sans âme.

Cela veut dire : « étrangers rentrez chez vous ! », ou encore « rien à foutre que vos gosses soient naturalisés français ou qu'ils ne le soient pas, même s'ils ne parlent d'autre langue que le français, maintenant vous avez un pays, c'est LA-BAS ! ».

## SCHLACK, DANS LA GUEULE.

( un drame de plus me direz vous ! )  
Et un copain que je cite « les immigrés sont tout ce qui reste de dignité en occident ».

Bon, décrivons nous, voici l'adresse de l'association de solidarité avec les travailleurs immigrés :

- 66 bis, rue Saint Jean 69005 Lyon, tel: 422101.

... Où se tiennent des permanences juridiques (et même parfois avec des avocats). Avant toute chose, téléphonez-ur pour savoir les heures et jours d'ouverture.

D'autres adresses : ACFAL ( Association de Coopération Franco-Algérienne du Lyonnais ) 68 rue Rachais 69007 Lyon.

ADCFA ( Association Dauphinoise de Coopération Franco Algérienne ) 1 rue Hauquelin 38000 Grenoble.

Peut-être que tu luttas seul ou avec des amis contre l'enfer juridico-administratif, ou bien encore tes emmerdes sont auourd'hui apaisés, ... que tu aies la tête hors de l'eau ou les pieds dans un bloc de béton au fond du Rhône sache que ton combat, aussi différent qu'il te paraisse être de celui des libertaires, n'est en fait qu'un même élan, une même clameur contre la répression qui se met tranquillement en place devant nos yeux.

**P**aolo Goegan était interpellé le 27 mars, suite aux incidents qui avaient eu lieu à Lyon à l'occasion du meeting euro-droite du 6/2/79. Reproche? Un article paru dans la revue d'où quelques spécialistes « vaubannais » avaient su tirer quelques phrases jugées dangereuses et surtout instigatrices des « bris de vitrines » durant la contre manifestation. Ils avaient d'ailleurs tellement bien « trié » que Paolo était remis en liberté provisoire le 4 avril. Malgré tout, le ministère de l'intérieur signalait un arrêté d'expulsion, suspendu momentanément par un contrôle judiciaire du magistrat instructeur. A défaut de « crime », un procès serait tout de même prévu vers la fin juin pour délit de presse donc délit d'opinion ( articles 23 24 loi du 29 juillet 1881 ). Surprise là aussi, car l'instruction n'étant pas terminée l'administration va devoir mettre des bouchées doubles comme elle l'a fait pour ceux du 23 mars. Elle ne ménage plus sa peine en ce qui concerne les pseudo-« autonomes » et les « étrangers ». Le grand nettoyage est bien commencé. D'un côté, on emprisonne, de l'autre, on fait « voyager ». Comme cela, le racisme sous toutes ses formes aurait même eu raison de la justice d'Etat. Mais en attendant qu'il y ait procès, la police ne chôme pas non plus. Vauban n'accepte pas qu'on lui coupe ses « criminels » sous le pied. Alors pour donner un peu de piment à ces routines quotidiennes et nocturnes, elle contrôle, elle arrête. C'est ce qui s'est passé jeudi 10 mai à 23H. Paolo rentre chez lui et là 4 policiers sortant d'une voiture l'appréhende malgré le sauf-conduit du magistrat et c'est dans le coffre de la voiture qu'il échouera au commissariat de la rue Molière. Enfermement dans une pièce puis interrogatoire. Questions débiles et n'ayant rien à voir avec quoi que ce soit, annonce d'une mesure d'expulsion malgré l'ordonnance du magistrat, enfin Paolo est transféré au commissariat de la rue Vauban. Après une fouille minutieuse, il est placé dans une cellule où d'autres expulsés attendent leur disgrâce, dont deux algériens amenés dans la nuit à l'aéroport de Satolas. Paolo sera relâché malgré tout à 9H du math après l'intervention de deux inspecteurs du bureau des étrangers. Vivre l'arbitraire dans le quotidien, c'est ce qui l'attend jusqu'au procès puisqu'il n'a plus de papiers annulés par la préfecture sauf l'ordonnance du magistrat qui fait d'ailleurs bien rigoler la marée-chaussée. Procès donc, si la magistrature a raison, fin juin, d'où paolo peut ressortir libre, mais sans aucun papiers, il échappe au contrôle judiciaire pour passer à celui de la police, car l'arrêté d'expulsion est toujours valable. Ce qui signifie en clair qu'une mobilisation à tous les niveaux est indispensable, et pas seulement parce que nous le connaissons tous les jours, Vauban charrie « sa fournée » à Satolas, et tous les jours, nous l'apprenons au hasard d'une discussion ou de petits communiqués dans la presse, mais justement pour arrêter cette discrimination, véritable répression au niveau des individus et au niveau des idées. La voix des petits commerçants lyonnais aura-t-elle raison de notre volonté de penser, d'être, d'agir? Paolo a besoin de nous tous avant, pendant et après le procès. Qu'on le sache.

Ta voix peut se faire entendre ici-même, dans IRL, viens ou envoie-nous ton témoignage à l'ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon (réunion le jeudi soir à 21 heures)  
Pascal Chatelain

Christine

# Libertaire, femme<sup>et</sup> corse

SALUT !

IRL a lancé un appel dans son numéro 26, aux « copains et copines engagés dans les luttes en Corse. Pour qu'ils parlent de leurs formes de lutte, leurs buts. ( qu'ils disent comment ils ressentent l'oppression de l'Etat français, et comment ils y résistent. »

**B**ien avant la mode « autonome-attentats » des années 1973-79, j'ai pris conscience des problèmes existant en Corse. « En ce temps là » seul le FRC (1) existait comme regroupement. Et puis, il y avait un bouquin vachement important: « main basse sur une île », écrit par deux marxistes qui démontraient brillamment le colonialisme de l'Etat français.

Moi, jeune exilée, je n'avais alors qu'une idée : retourner dans l'île !

J'ai suivi d'assez près l'ARC; les Journées d'été de l'Université de Corti, plusieurs années de suite; les propositions

de l'UTCE (2); les comités de soutien aux emprisonnés; les manifs pour la libération d'Edmond Siméoni... j'ai « failli » participer à un projet de GCR ( Groupe Révolutionnaire Corse ) composé de trotskars, qui a avorté à sa naissance... Les événements d'Aléria et de Bastia m'ont exaltée... J'étais au congrès de l'APC quand la cave de Cohen Scalli a sauté...

Et puis je me suis réveillé: le décalage entre ce pourquoi je luttais ( une révolution libertaire ) et ce que désiraient les gens autour de moi ( une « révolution » nationaliste, aboutissant à la mise en place d'un Etat Corse ) était trop grand. Bien sûr, on peut affirmer avec les insulaires la réalité d'un colonialisme français en Corse, à partir d'une analyse historique, économique, politique, culturelle et sociale (3)... Dénoncer la provocation policière de l'Etat français, dans l'affaire d'Aléria (4) par exemple. Partager la révolte desjeunes contre l'exil forcé auquel ils sont condamnés dès la sortie de l'école (5)... Ce ne sont pas les revendications du peuple corse qui « refroidissent ». Mais bien plutôt ses aspirations.

Gueuler contre la légion, la cour de sureté de l'Etat, lutter pour la libération des emprisonnés... D'acc ! (6).

Mais après ? Qui sait qui veut en Corse, une révolution sociale, un changement de tous les rapports à tous les niveaux de la société ?

J'ai drôlement cherché j'vous assure ! Ce que j'ai rencontré « de mieux » ( ! ), c'était des gauchistes ( corses continentaux d'ailleurs; quelques liguards et PSU virés de leurs orgas respectives... )

Alors, avant d'applaudir à telle ou telle revendication ou de soutenir tel ou tel mouvement, faut bien voir ce qui se cache derrière.

Par exemple :

Quand on demande la renaissance de la langue, la culture corses, c'est bien. Mais est-ce que cela doit s'accompagner d'un retour aux traditions ? Qui parle de détruire la société patriarcale existante ? Qui reconnaît, dans les rapports sociaux établis, la part de connerie revenant aux corses eux-mêmes, et envisage de changer ça ?

Alors, « identité du peuple corse » ? Méfiance ! Le rejet d'un nationalisme peut en cacher un autre. Et une « révolution » n'est pas forcément libertaire ( pas vrai, Khomeini ? )

Corse du continent j'ai participé pendant des années au combat des insulaires contre l'Etat français. J'ai laissé tomber. Mais je crois intéressant d'expliquer ici pourquoi. Pour aider ( peut-être ) les copains et copines du continent à comprendre la situation de l'île et ses « pièges ».

Qui parle de libération de la femme, d'une remise en cause quelconque du pouvoir mâle ? Le machisme se porte fort bien dans l'île, merci ! Les étudiants de la CSC (7) demeurent largement aussi phallos - et contents de l'être - que leur papa. Tel mec, se pointant à une réu, laisse « sa nana » dans la bagnole, à la porte, en lui disant « toi tu m'attends là.. » Et les rares filles qui prennent la parole dans les débats sont soit des « putes » soit des « pucelles », de toute façon elles ont des problèmes de cul à régler...

Cas extrêmes ? Peut-être. Mais en tout cas, pas aussi rares qu'on le voudrait...

Le mouvement xénophobe à l'égard des pieds-noirs peut « s'expliquer », économiquement. Le racisme envers les arabes ou les noirs beaucoup moins...

Et la confusion souvent faite entre l'Etat français et les français peut entraîner des réactions aussi ridicules que révoltantes de la part de certains corses. Ainsi, ce n'est pas en peignant des naturistes en rouge ou en bleu qu'on peut s'attaquer à l'Etat français et régler le problème du tourisme tel qu'il est pratiqué dans l'île. Les français qui ont du fric réfléchissent désormais un brin, avant d'investir en Corse ou d'y faire construire une maison secondaire. Parce que : Boum ! Alors ce sont surtout « les autres » qui viennent l'été, le style colo-camps de vacances-cheveux longs et brochettes-mergez sur la plage le soir... Malheureusement c'est plus souvent ceux-là que les premiers qui se font mettre sur la gueule, au hasard d'un bal de village, et s'entendent dire « I francesi fora » (8) par une bande de corses excités ( c'est sûr des cons y en a partout ! ).

Et, pourquoi cette « réserve » des autonomistes corses vis-à-vis des autres mouvements régionalistes ? Parce que, disons-le, il existe un « problème spécifiquement corse », lié à l'insularité. Et que, tactiquement, ça aide: le gouvernement français lâchera plus volontiers une région que les trois-quart de son territoire... Mais l'internationale, camarades ?

« Et Dieu dans tout ça ? » comme dirait Patrick Font. Eh bien, l'autorité des curetons n'est pas remise en cause par les autonomistes. Loin de là. Allons, « Dio vi salve regina » (9) est bien l'hymne de la Corse-d'ailleurs, même les gauchistes le chantent. Et puis, la messe en langue corse, qu'est ce que c'est chouette !

En fait, qui ne trouve son intérêt, à l'heure actuelle dans le mouvement autonomiste ?

Les réacs : nostalgie des jours anciens, forcément meilleurs ... C'était si bien, quand on gardait les chèvres... Avec le patriarche tout-puissant, la mère à la cuisine, les hommes au café à « discuter politique », les femmes à la messe etc.

Les élus, l'ARC, devenue APC puis UPC, a dénoncé maintes fois leur rôle néfaste. Ils ne font plus illusion: s'ils l'ont jamais fait, d'ailleurs. Mais quel mouvement autonomiste n'a pas magouillé à son tour, depuis, pour élire des sympathisants aux postes de conseillers généraux. Qui n'est pas rentré dans les sales combines des politi-

ciens ? Qui n'a pas fait de « politicaccia » ? Qui, sentant le vent tourner ne joue désormais la carte autonomiste pour faire carrière en Corse (le PC, seul ! ) ? Les élus, pas fous, ont participé aux manifs demandant la libération de Siméoni, paprés Aleria...

Ouais. Tout ce que je vous déballe, comme ça, c'est pas très clair peut-être ? Mais p'têtre aussi que la situation n'est pas claire en Corse... Et que les anars non plus sont pas très clairs quand ils parlent de régionalisme ?

Au cours de ces dernières années, je me suis rendu compte que j'étais un peu trop « continentalisée » pour vouloir les mêmes choses que les corses de l'île. Ma lutte ne se situe pas au même niveau que la leur : pour moi, leur « révolution » n'en sera une que si elle s'accompagne d'un complet bouleversement des mentalités, valeurs et rôles de chacun. Et je ne crois pas les insulaires décidés ou prêts à accepter ce changement.

Quand à moi, je ne vivrai pas en Corse tant que je ne pourrais m'y affirmer en tant que femme. Et y lutter en tant que libertaire contre toute forme de pouvoir. Aujourd'hui, pour ne pas me battre seule, j'aurais trop de compromis à faire...

C'est sûr, je n'ai pas trouvé « la » solution en « abandonnant » la question corse. Et je m'y suis résolu sans aucun plaisir. Mais c'est vrai que c'est plus facile - et « possible » - de lutter en France.

Peut-être en aurait-il été autrement si l'équivalent de la FACO (10) avait existé dans l'île ?

Vanina

### Ça se passe mal pour les corses emprisonnés

Arrêtés vers la fin juin 1978, ils sont tous passibles de la Cour de sûreté de l'Etat, qui leur promet de lourdes peines (peine de mort pour l'un d'eux, d'après le Canard enchaîné).

Ils sont en butte à toute une série de mesures anti-constitutionnelles :

- ils devaient pouvoir se réunir tous les jours pour préparer leur procès alors qu'ils sont dispersés dans quatre prisons parisiennes avec impossibilité de réunion collectives.

- ils ne peuvent recevoir de visites que de leur proches parents, ce qui revient à les leur supprimer, vu l'éloignement. (Corse !).

- Ils sont assimilés à des criminels de droit commun alors que la Cour de Sûreté de l'Etat est sensée juger des politiques.

- un certain nombre de vices de procédure (mise au secret; juge, conseiller général et maire PR et UDF;...).

« A RISCOSSA » est une association constituée selon la loi de 1901. Son objectif est de venir en aide aux emprisonnés et à leur famille en leur assurant un soutien matériel et financier. A RISCOSSA a besoin d'argent et d'aide de toute sorte (trente millions pour les procès !).

A RISCOSSA, Beaurivage Togd 20200 Bastia, Banque Populaire et Provençale et Corse, Bastia NO 5419014420

ou bien

Comité de soutien aux patriotes corses emprisonnés

IRL N 28 page 6

COMMUNIQUE

Comité de soutien aux patriotes corses emprisonnés  
30 grande rue des Charpennes, 69100  
Villurbanne.

### NOTES

(1) Front Régionaliste Corse, ancêtre de l'ARC.

(2) Union des Travailleurs Corses en Exil.

(3) En vrac : vente de l'île à la France par la République de Gênes et répression colonialiste contre les corses révoltés. Rachat des terres pour une bouchée de pain, à des gens obligés d'émigrer pour survivre. Tourisme rapportant seulement aux promoteurs et autre Club Méditerranée. Vie beaucoup plus chère que sur le continent, salaires beaucoup moins élevés. Petites entreprises fermées et exploitation des mines arrêtée au profit de l'étranger. Dépendance économique totale par rapport au continent... il faudrait développer tout ça dans un ( long ) article... à venir, peut-être, dans IRL ?

(4) cf « Le piège d'Aléria », d'Edmond Siméoni, à ce sujet.

(5) « L'université de Corti » a été supprimée quand la France a acheté la Corse, il y a deux siècles. On en parle toujours, sans en voir la réouverture. Et il n'existe aucune école technique dans l'île : les garçons qui y restent deviennent maœuvres dans le bâtiment, les filles cherchent un mari...

(6) A condition qu'on ne gueule pas contre la légion seulement parce qu'elle est implantée en Corse, contre la Cour de Sûreté de l'Etat parce qu'elle juge des corses, et qu'on n'exige pas la libération des « prisonniers corses », mais celle de tous les emprisonnés...

(7) Consulta de studenti corsi : les plus « progressistes » dans le mouvement autonomiste, « proches » des clandestins.

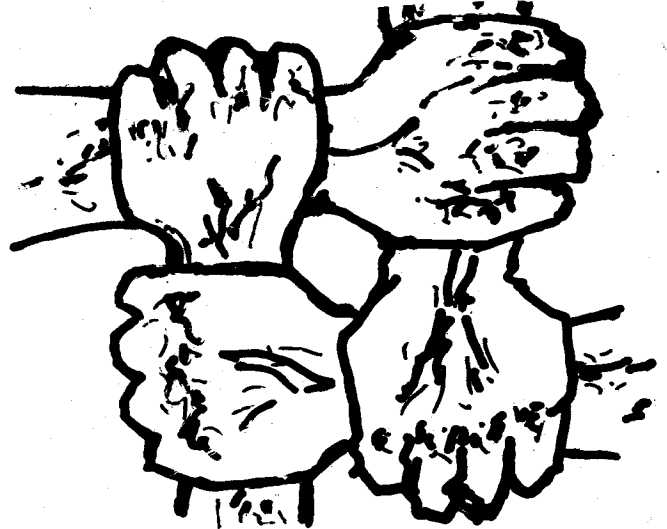
(8) IFF : Français dehors ».

(9) Hymne à la vierge.

(10) La « Fédération Anarquista-comunista d'Occitania » créée en 1971 par des militants libéraux occitans exilés dans la région parisienne.

« La FACO considère comme occitan tout homme vivant et luttant dans l'espace historique, linguistique et socio-économique occitan, sans considération de races ou d'ethnie d'origine, de même que tous les occitans, de la communauté ethnico-linguistique, émigrés économiques dans les métropoles du capitalisme international et qui voudraient prendre part au combat de libération de leur peuple.

La FACO combat pour l'indépendance nationale du peuple occitan, mais s'opposera à la création de tout Etat national occitan, jugeant cette « phase intermédiaire » inutile et dangereuse. Les anarchistes-communistes de la FACO se prononcent pour l'établissement immédiat sur les terres d'oc, du socialisme sans Etat, sous la forme d'une confédération des communes libres d'Occitania. » (Roland Biard, Histoire du mouvement anarchiste)



# corps fous

**S**uite à un article paru dans le journal de l'amicale de lutte de la fac de Droit de Clermont-Ferrand, et suite à une discussion publique à partir de cet article, je tiens, en tant que femme, à faire une mise au point.

En effet, un groupe féministe développait le thème suivant: l'orgasme vaginal n'existe pas chez la femme car, de toutes façon, le vagin est très peu innervé ( preuve scientifique, le rapport Kinsey ), donc la pénétration est inutile pour avoir un orgasme, donc elle n'est qu'un moyen pour les hommes, réduisant les femmes à la passivité lors du coït, d'assurer leur suprématie.

Or, sachant que ce thème n'est pas seulement spécifique à ce groupe femme, mais est développé par une partie des mouvements féministes, ça commence à me rabattre les oreilles, ainsi qu'à d'autres copines.

## Sciences et défi-sciences

Que le vagin soit peu innervé en lui-même, c'est possible, et à la limite, je m'en fous. Mais par contre, je sais, parce que je le ressens, que la présence dans le vagin d'une verge, et les mouvements de glissement que les partenaires peuvent donner ( soit le vagin autour de la verge, soit la verge dans le vagin, soit les deux à la fois ), font que l'on ressent à l'intérieur de son corps la forme de la verge, du fait sans doute des autres parties du corps qui sont autour du vagin même. Il s'ensuit que par des mouvements de ventre et du corps, la femme peut plus ou moins serrer la verge et en sentir agréablement les mouvements. De même, lorsque l'homme éjacule, on peut ressentir les petites poussées de l'éjaculation. Dire que l'on a un orgasme « vaginal » est sans doute inexact, mais nier le rôle de la verge dans le vagin ou du vagin autour de la verge, c'est nier une dimension sexuelle de jouissance qui existe. Aussi, les rapports scientifiques ( rapports Kinsey ) de tout poil ne me feront jamais croire que « les yeux ne servent pas à voir » ! Ne nous laissons pas bernier par des interprétations douteuses de recherches scientifiques qui peuvent d'ailleurs présenter, remises à leur place, un très intérêt.

## Mouvances

Quant à la passivité lors du coït, il est techniquement très possible que la femme conduise les opérations ou les partage avec son partenaire. Par exemple, l'homme en érection est allongé sur le dos, la femme à genou à la hauteur du bas-ventre de l'homme, maintient la verge d'une main et l'introduit au début du vagin. Puis c'est elle qui glisse autour de la verge. Et y a des tas d'autres façons, aux intéressées (és) de. Lors de rapports sexuels, il me semble essentiel que les partenaires participent également activement. Un jour, en discutant entre copains et copines, on s'est rendu compte que les mouvements de l'homme ou de la femme, lors du coït, étaient exactement les mêmes.

## Nous voulons tout

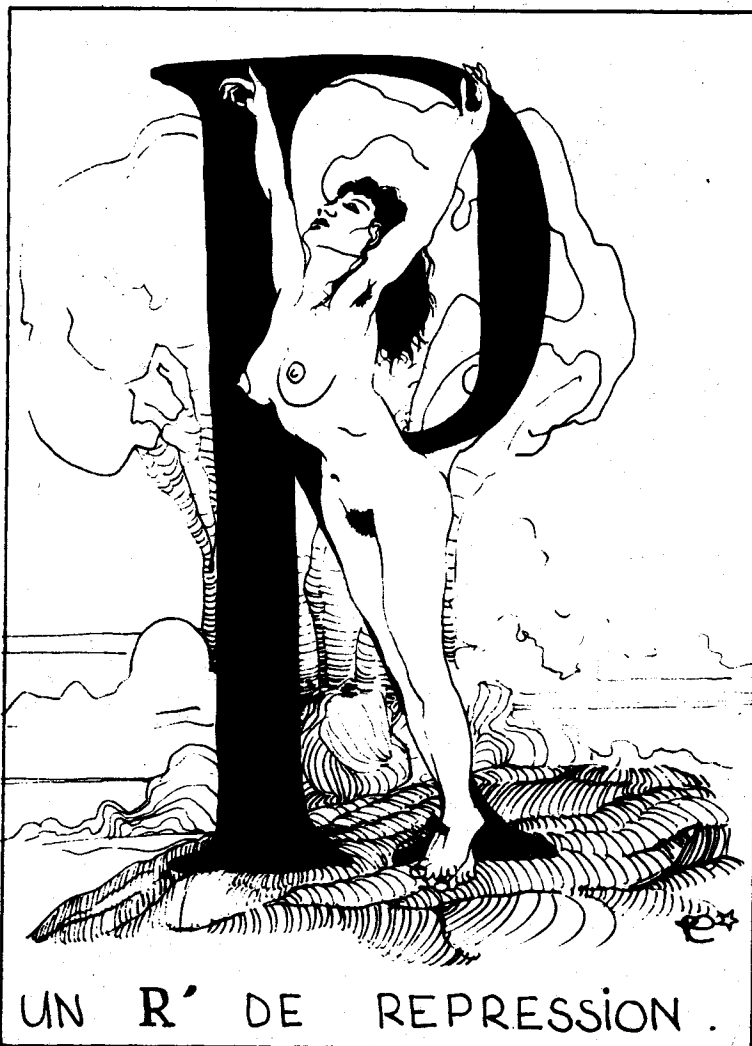
D'autre part, qu'une partie des femmes n'apprécie pas la pénétration et jouisse d'une autre manière,

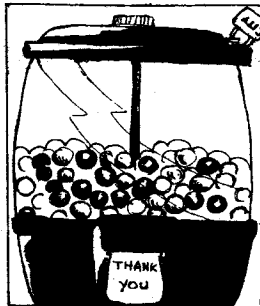
c'est tant mieux. Il n'y a pas à culpabiliser. Etre homo, hétéro, maso, etc. ou inclassable, peu importe, à partir du moment où les gens concernés sont d'accord. Mais à quoi bon nier les possibilités de notre corps ? A quoi bon vouloir l'uniformité sexuelle, une normalisation du plaisir ( je ne jouis pas de telle manière, donc les autres ne peuvent pas jouir ainsi ) ? Je ne veux pas nier qu'il y ait parfois problème entre homme et femme lors de rapports amoureux comme dans la vie sociale. Mais le résoudre par de nouvelles normes universelles me semble une aberration.

Quant à moi, j'avoue que certaines caresses ou étreintes m'émeuvent fort peu, alors qu'elles émeuvent certaines copines. Qu'importe, j'en apprécie d'autres. L'important, je crois, c'est d'essayer de connaître son propre corps et ses possibilités ( on a de quoi pas s'ennuyer jusqu'à notre mort ), au point de pouvoir penser « je suis un corps », et non pas « j'ai un corps »...

Emcée,

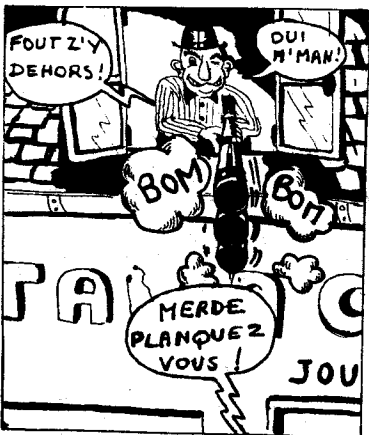
IRL N 28 page 7



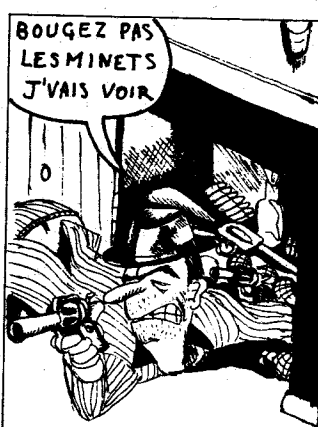
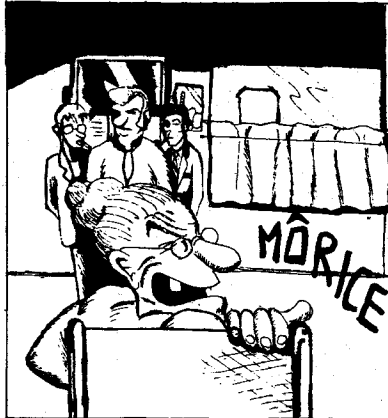
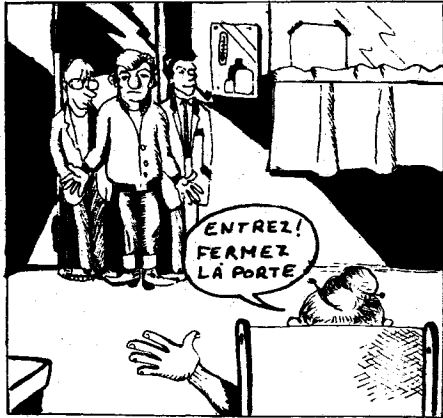


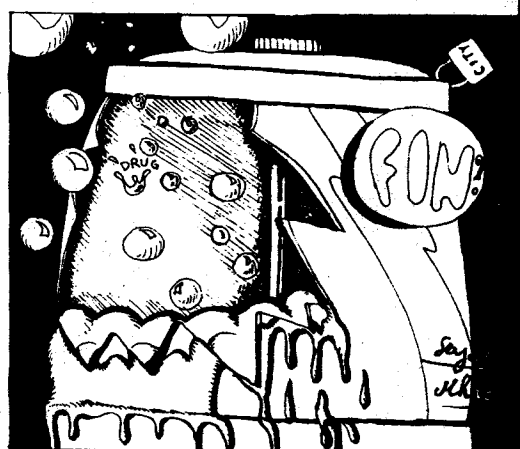
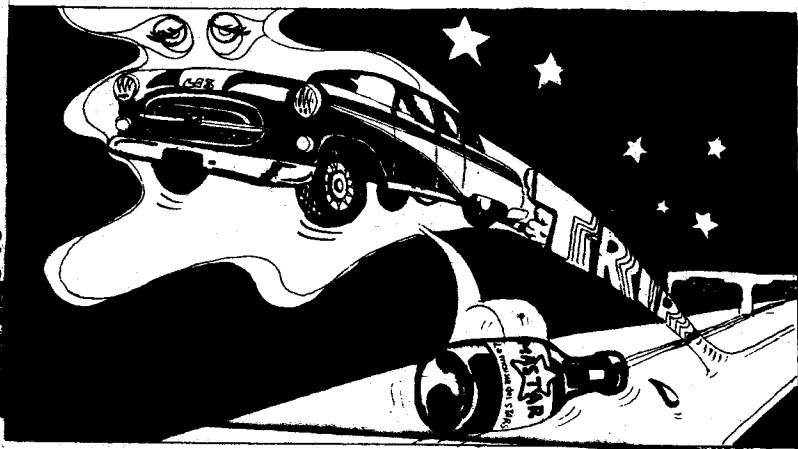
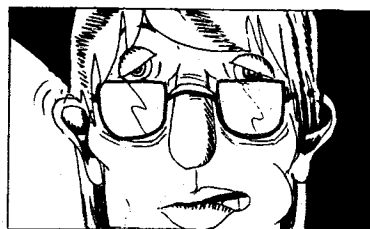
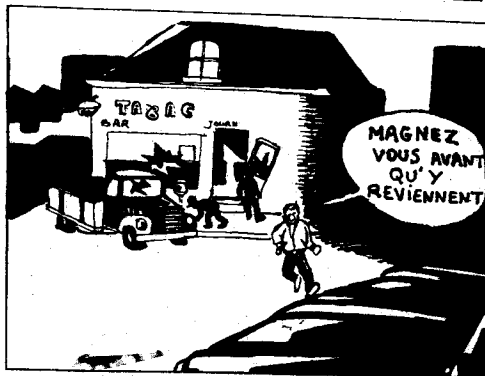
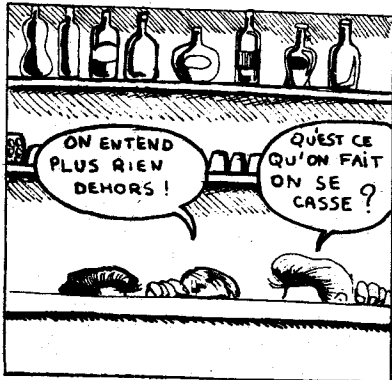
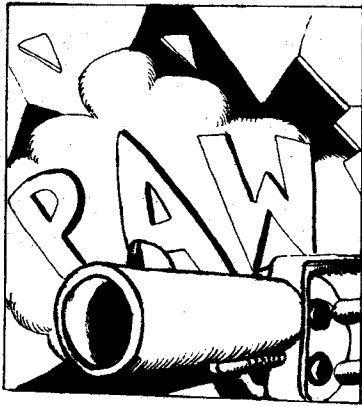
LES AVENTURES DE... *Benny Mitchum*  
SERIAL  
MHIC - MEDRAN'L

AFTER YOU'VE GUM  
(Laissez-y Swinger Dehors)









**TROGNON DE CHOU ET BRETZEL LIQUIDE  
PASSENT A L'ACTION**  
( Fait-divers )

Le dimanche 1er avril, quelques jeunes gens se voient refuser par le placier du marché de Romans-sur-Isère, ville socialiste ayant pour député-maire Monsieur Georges Filloud, respectueux de toutes les libertés, le droit d'installer un stand où une distribution gratuite de beignets devait s'effectuer. Les beignets, accompagnés de tracts sur l'insoumission ont tout de même été distribué, mais sans stand.

*Merci à la gauche démocratique, garante de nos libertés*

La victoire que Vaïma (1) vient d'obtenir face aux autorités militaires est une grande victoire, mais bon nombres d'insoumis ne sont pas prêts à affronter ce que lui a dû affronter, et n'ont pas non plus sa chance et ses soutiens. La forme de lutte que Vaïma a choisie s'inscrit dans certaines vues pour combattre l'appareil militaire. Nous ne nous sentons pas le courage d'employer le même itinéraire, préférant la « pseudo-liberté » pour combattre et la « pseudo-liberté » d'action pour démontrer.

« rien de mieux, de plus subversif que la liberté, la liberté active ». 24 mois de lutte dans une prison. Mouais ! De même qu'il ne faut pas travailler en usine pour refuser le travail, il ne faut pas faire de la taule pour la combattre. Les luttes contre l'appareil militaire, la militarisation, l'Etat, sont nombreuses. Celle de Vaïma est l'une d'elles, mais il faut aussi considérer les autres, par rapport à son identité. La cavale ne nous intéresse pas outre mesure. Nous l'utilisons pour nous organiser, populariser notre acte, tout en ayant l'insoumission dans la gueule - et au cul. Nous voulons choisir le jour et les moyens mettant fin à notre clandestinité. Notre militantisme, puisque militantisme il faut, essaye de ne pas être triste.

Nous actuellement sur Romans, nous refusons de nous soumettre à l'armée, et de répondre à notre ordre de route; nous considérons la portée politique de notre acte, puisque nous le revendiquons comme se rattachant au délit d'opinion, mais étant des objecteurs de conscience sans statut, il y a quelque chose de plus important que ces motifs politiques, c'est notre position vis à vis de notre conscience. Les causes, l'existence même et les conséquences de l'armée sont discutables (longuement même), mais ce qui nous donne le courage nécessaire de nous insoumettre relève de motifs plus profonds. Nos motifs politiques font que nous ne voulons pas « faire l'Armée », et notre conscience fait que nous ne pouvons pas « faire l'Armée ». Ces fameux motifs ne sont devenus motifs d'insoumission que lorsque on les a ressentis réellement; les motifs politiques seuls, sont trop matériels pour impliquer une insoumission à l'armée. C'est notre conscience qui décide de cet acte (« ne faites rien contre votre conscience, même si l'Etat vous le demande » Albert Einstein).

Le seul fait de parler « d'obligatoire » nous pousse à remettre en cause quoi que ce soit (oui, oui, on sait: utopistes!) mais y en a marre de toujours accepter cette morale présentée comme indispensable à la bonne marche de quelque société que ce soit. Présentée de cette sorte, cette morale (tendant entre autres à nous faire passer l'armée pour indispensable) cherche à nous paraître comme vérité. Au vingtième siècle, on court toujours après la vérité absolue, qui contentera tout le monde. Mais personne n'a exactement la même pensée qu'un autre. Chacun a sa forme de vérité. Eh bien !

Qu'il ne cherche pas à l'imposer à d'autres, qu'il la vive, Merde ! A travers notre insoumission ( qui s'étend à d'autres choses que l'armée ), nous réclamons notre identité, c'est à dire le droit à ne pas vivre la vérité des autres. Nous avons notre vérité, nous voulons la vivre individuellement, et choisir notre morale.

Le fait de commettre un délit est subjectif, puisque c'est par rapport à une certaine morale. Nous refusons d'autant plus le terme de délit que notre acte n'engage personne d'autre. La morale que l'on cherche à nous imposer ( au travers d'un tas d'institution ) voulant paraître comme un dogme indiscutable fait qu'en on ne reconnaît pas les délits d'opinions. Il n'y a pas de délits d'opinions, il n'y a que des écarts de la « juste voie ».

On rit en se tournant vers l'URSS et ses hôpitaux psychiatriques pour subversifs, mais tout ce qui sort du « droit chemin » en France est automatiquement reconnu comme l'acte d'un être anormal. Ayant déjà le cachet de la société en naissant, la fonction de l'armée est de le remodeler en s'assurant qu'il ne s'est pas altéré pendant notre influençable jeunesse.

Moralité de tout ça

**INSOUMISSION TOTALE, CIVILE ET MILITAIRE**

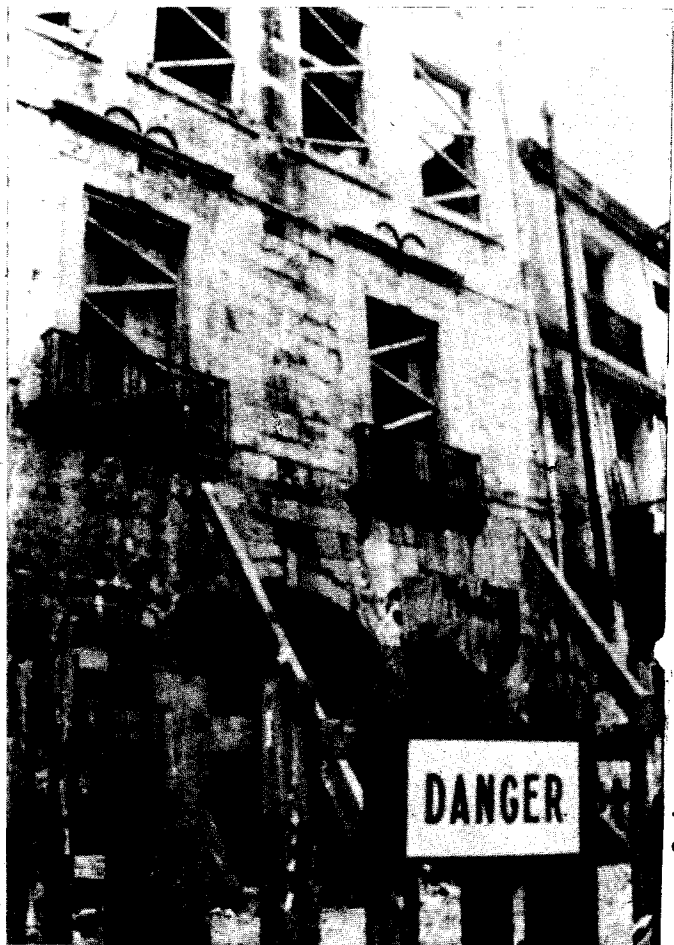
(1) Vaïma, insoumis total en cavale, de juin 77 à avril 79. Militant au comité d'action des prisonniers et au groupe de solidarité et d'information-insoumission, qui en quelques heures s'est vu réformer et a obtenu un non-lieu, après une popularisation tous azimuts de son action.

P.S. A l'heure où vous lirez cet article, nous serons peut-être déjà en taule. Amitiés.

Gilles Récoché, Hervé Houdayer

insoumis au service national.

Pour tous contacts et soutiens, Pascale Moulin, 9 rue Condillac, 26100 Romans-sur-Isère.





# Leçon d'une euro-masarade

**L**e cadre institutionnel euro communautaire a beau prévoir l'envoi « direct » à l'assemblée de Strasbourg de 410 nouveaux députés, représentant quelques 260 millions de citoyens des 9 pays de la CEE, par le biais notamment, des élections du 10 juin prochain, les réalités nationales ne peuvent cependant se satisfaire d'une dimension continentale loin d'être acquise. La machine électorale est en marche dans les divers pays de la communauté et l'apparat propagandiste sait se prévaloir d'un savant usage des mass-media, dans le but avoué de piquer un neutre et possible consentement à des gens entraînés dans une compétition qui les dépasse et dont ils n'arrivent pas à saisir les contours d'une façon claire en plus, ici et là, d'autres échéances électorales, nationales et d'une importance majeure, s'entrecroisent au renouvellement du parlement de Strasbourg. Au delà de toutes les polémiques internes qui secouent les forces nationales sur les points fondamentaux à l'égard des pouvoirs de l'assemblée que l'on va élire, il nous intéresse autant d'analyser la situation spécifique que l'opposition anti-institutionnelle euro-occidentale est en train de vivre, que de saisir la situation au niveau des institutions. Tout cela dans le but de renforcer et d'élargir les liens idéaux et opérationnels de tous ceux qui luttent contre l'Etat et la répression qui en découle.

**Gauche et/ou droite: l'urne demeure au centre.**

Bien que le 10 juin ne nous concerne pas directement, il importe de démasquer la volonté des pouvoirs occidentaux qui c'est certain visent à imposer l'ordre européen, grâce à des consultations populaires qui le légitime. Dans certains pays, par ailleurs, la prétention de donner une solution aux difficultés internes se lie aux élections européennes mais pour quelle Europe? Europe des Etats, des multi-nationales ( non, pas selon les vœux de monsieur Marchais ), l'Europe de la paix sociale ( qui n'a rien à voir avec l'Europe de la paix dessinée par Mme Veil ), l'Europe des fumisteries ( ah oui de la fumée aux yeux des exploités il y en a Mr Chirac ), l'Europe de la gestion interclassiste ( souhaitée par le socialisme de Mitterand ), ou l'Europe des moins en moins probables libertés civiles ( voir les prétentions pseudo-libertaires de certaines formations écologistes ou radicales ) ou encore les Etats-Unis d'Europe des trotskystes, pour ne parler des envies petites étatiques de certaines listes régionales...

Une inflation électoraliste précède et donne du tonus à la consultation du 10 juin. Les résultats des élections qui ont eu lieu en Grande-Bretagne le 3 mai dernier et qui ont vu la victoire des conservateurs alimentent les espoirs de tous les politiciens qui visent un maintien du statut quo en ce qui concerne les pouvoirs de l'assemblée de Strasbourg et les équilibres à l'intérieur de leurs pays respectifs. En effet, les leçons qui se tirent du succès de Mme Thatcher mettent en accusation les forces des organisations des travailleurs, leur agitation sociale, de même que l'incapacité des travaillistes à faire face au climat d'insécurité. En même temps, on ne taira pas d'éloges envers Mr Kreisky, le chancelier autrichien qui

vient de remporter les élections en Autriche. Là l'accent est mis sur ses efforts pour garantir la paix sociale, sur sa réussite de la « sozialpartnerschaft », la collaboration de classe, sur l'inexistence des conflits sociaux etc...

A droite comme à gauche, les consultations électorales confirment avec une désarmante ponctualité leur caractère de sanction contre toute forme de lutte sociale qui sort du réformisme et échappe à sa canalisation.

Il ajoute à cela, les tentatives que les gouvernements font pour franchir une autre étape dans la répression. Les excuses ne font pas défaut. Pour contrer le refus du prolétariat de payer le coût de la crise, pour détourner les masses de leur intérêt, les gouvernements peuvent se servir de la campagne anti-terroristes et anti-violence pour « garantir la sécurité de Mr tout le monde ». La chasse aux sorcières bat son plein et de nouveaux horizons s'ouvrent à l'entraide policière dans la mesure où la collaboration parmi les divers services de répression sait jouir de la disparition des frontières, qui, elles continuent à exister et à diviser l'ensemble des forces qui se réclament de l'internationalisme révolutionnaire.

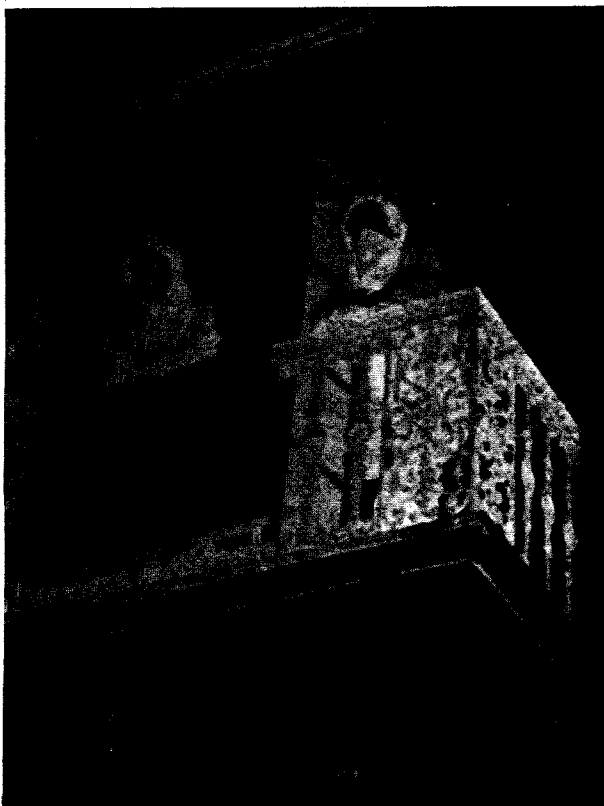
**Militarisation des bureaux de vote**

L'appel à l'armée ( invoqué par certains hommes politiques ) a été accueilli favorablement par la quasi totalité des forces politiques italiennes en pleine campagne électorale, pas tant pour Strasbourg, que pour le parlement national, afin de protéger les cibles visées par des soit-disant terroristes, cette décision, arrêtée mercredi 9 mai, prévoit que des corps spéciaux de l'armée soient chargés de la sécurité de centrales électriques et téléphoniques, et des sièges de partis et des sièges de la RAI ( radio télévision ), des bâtiments publics, des sièges politiques et des bureaux de vote. Bien que la mesure se dise limitée à la période électorale, il n'y a aucun doute qu'elle entérine l'entrée des militaires et des blindés sur la scène de l'ordre public italien; militaires qui vont cotoyer de plus en plus souvent les carabinieri et autres policiers en donnant une nouvelle poussée à la militarisation de la vie sociale de la péninsule.

Il s'agit d'une véritable réponse de guerre que l'Etat italien donne aux forces de la guérilla diffuse et à l'ensemble du mouvement révolutionnaire italien. On se doit de rappeler qu'il y a des centaines d'otages révolutionnaires entre les mains d'une justice carcérale. Par dizaines, les camarades ont été arrêtés dans le cadre de l'opération policière déclenchée le 7 avril à Padoue et à Rome qui a permis de capturer Tony Negri et d'autres théoriciens de l'autonomie ouvrière italienne. Ainsi faisant, l'Etat italien a reconnu à l'opposition anti-institutionnelle le statut de contre Etat. Cette opération, menée sous le haut patronage du PCI de plus en plus... démocrate chrétien dans ses options politiques, se proposait deux buts de nature différente et de contenus convergents: l'un militaire et l'autre politique, découvrir et démenteler un réseau organisé ou prétendument tel qui soutient des actions directes et illégales, et voir quelles réactions auraient su produire le mouvement, violemment pris à parti par la répression, tout en saisissant son importance.

En France, ça vaut de même pour les prétendus autonomes arrêtés dans diverses manifestations. On vient d'en avoir confirmation, par l'aggravation des peines prononcées par la dixième chambre d'appel du tribunal de Paris à l'encontre des arrêtés lors de la descente des sidérurgistes sur la capitale. Ce qui compte ce ne sont pas les preuves, les pièces à conviction, la responsabilité pénale. Non, ce sont les témoignages policiers, qui prévalent lors des procès; c'est la responsabilité politique qui intéresse les enquêteurs; c'est l'intention « criminelle » qui est visée. A quand l'individualisation et la répression de la « state of mind » de l'Etat d'esprit? Pour remplir ces conditions il suffit, tout simplement, de ne pas penser comme Giscard et de le dire, de l'exprimer, de le crier haut et fort et de le revendiquer, en se servant du peu de moyens qu'on est capable d'arracher à l'étouffant totalitarisme dont les institutions ont besoin pour éviter toute surprise. La répression après Saint Lazare, les mesures préventives pour le 23 mars et les lots de condamnations qui ont suivi, les interdictions de manifester en ville, la limitation du droit de grève dans certains secteurs, la discipline de l'affichage; autres restrictions du droit et de la liberté d'expression; visent et répriment de façon préventive toute création de contre pouvoir.

Le but, du point de vue politique, et de donner en paturre à l'opinion publique, distante, des boucs-émissaires pour le climat social gonflé de violence et d'insécurité, et, du côté gouvernemental, de se fabriquer des alibis pour expliquer ce qui se passe à Longwy ou à Denain, à Lyon comme à Paris, ainsi que de criminaliser des actions telles que les grèves sauvages ou les débrayages, et les heureusement nombreuses explosions de colère populaires. Toute force d'opposition révolutionnaire, tout individu qui se bat contre le pouvoir et l'Etat, qu'ils soient organisés ou pas et qu'ils matérialisent leur refus de se soumettre doivent être mis « hors d'état de nuire » ( voir Bonnet ministre de l'intérieur à ses... exécutants c'est ainsi qu'ils aiment se définir ).



### Incit/actions

A l'heure où des éclats révolutionnaires voient le recours aux explosions du début mai à Paris, il devient prioritaire de savoir sur quelle base stratégique on agit, car la répression du mouvement révolutionnaire dans toutes ses composantes, et sous toutes ses formes, peut être alloué par l'incapacité de notre part de saisir avec clarté le poids et la valeur que des actions dures et armées vont avoir au sein même de l'aire révolutionnaire. Ca veut dire se situer à l'intérieur des comportements antagonistes de la société, pour alimenter des débouchés illégaux et révolutionnaires à l'impasse imposée par une restriction croissante des espaces de libre expression.

Cette clarté et cette honnêteté révolutionnaire doivent voir la confirmation de notre antagonisme, à l'Etat sous toutes ses articulations. Au niveau du projet et de l'action, l'éventail est riche pour œuvrer dans le maintien de l'unité entre la théorie et la pratique.

A Padoue comme à Paris les opérations policières visent une confusion des pratiques de luttes révolutionnaires avec un terrorisme dont la source est dans l'appareil d'Etat, dans le but de recentrer des formations politiques de gauche ( voir les listes électorales de la NSU, la nouvelle gauche unie - lotta continua - etc... ); le même rôle est joué en France par la Ligue ( voir son comportement lors de la manif du premier mai ). Un remue-ménage en vue de discrediter à l'occasion du 10 juin toute hypothèse d'abstentionnisme actif et révolutionnaire. C'est là notre tâche. Un refus net des élections, pour l'action directe contre l'europe des polices et de l'espace judiciaire et giscardien, avec ses expulsions et ses extraditions; contre la sud américanisation des opposants et des dissidents. Ces jours-ci, le comité Orlov de défense des droits de l'homme en Union Soviétique posait aux français une bien inquiétante question: est-ce bientôt, que refuser de cautionner le régime et ses choix et de le manifester publiquement signifiera la même réaction répressive que pour un dissident d'URSS ou un manifestant du Chili ou de Buenos-Aires? La réponse nous est donnée avec une impitoyable régularité tant par les bavures policières que par des jugements rendus à ce sujet par une magistrature subordonnée sans dire plus aux desiderata de l'exécutif.

Notre volonté, cependant, va aussi contre la poussée à la clandestinité qu'une chasse à l'opposant anti-institutionnelle ( voir Elisabeth von dick exécutée vendredi 4 mai à Nurnberg par la police allemande ) vise à déterminer pour débarasser le champs du consensus social.

Clarté politique et détermination pour rompre l'égémonie stratégique de la lutte armée comme pratique avant-gardiste afin de relancer dans toute sa valeur la pratique de l'illégalité de masse qui sache utiliser toutes les armes historiques du prolétariat.

P.P. Goegan

# NE PAS CONFONDRE

**D**epuis quelques temps un certain nombre de camarades libertaires ( se trouvant principalement proches de l'OCL ) parlent d'autonomie ouvrière. C'est ainsi que certaines publications ( Front libertaire No 104, 106.....« Denain, Longwy nous montrent le chemin ».... ) font l'apologie de l'autonomie ouvrière ( F.L. 104 « l'autonomie ouvrière est née »; F.L. 106 « l'autonomie a un moral d'acier »... ) franchissent le pas et décident que le prolétariat commence à se libérer de la tutelle des syndicats et récupère à son compte la violence du mouvement autonome.

## ...réalité du mouvement autonome...

Pour une bonne compréhension des propos qui vont suivre, il est nécessaire de faire un bref rappel historique.

1977 : naissance du Rassemblement des Groupes Autonomes Parisiens, dans lequel se retrouvent, hormis nombre de groupuscules affinitaires et inorganisés, des composantes plus connues, du genre Camarades ( qui publie la revue du même nom, ce sont des résidus de la défunte Gauche Prolétarienne ), Marge ( Matin d'un blues ? ), l'Organisation Communiste Libertaire ( Paris uniquement, qui d'ailleurs se fera tirer l'oreille de nombreuses fois par les groupes régionaux pour que le groupe parisien apparaisse qu'en tant que groupe et pas au nom de l'organisation )...

Il serait long et fastidieux d'énumérer les diverses péripéties du mouvement autonome. Un fait certain c'est que les règles élémentaires de la démocratie n'étaient que très rarement respectées lors des AG de ce R.G.A.P.

De nombreuses interprétations ont fusé, tant pour récuser la réalité de l'autonomie ( dommage que ces attaques aient été si peu cohérentes, si polémiques, car cela aurait pu faire avancer un débat qui n'existe qu'à l'état larvaire dans le mouvement autonome ), que pour glorifier ces initiatives diverses qui sont pourtant criticables à plus d'un titre.

Il n'entre pas dans ce discours de trancher sur la validité ou la non validité des thèses de l'autonomie telles qu'elles ont été exprimées ( autant au meeting Croissant à la Mutualité, qu'à l'investissement de Libé, qu'à Saint Lazare...ou ailleurs ).

S'il est important que l'émergence de ce mouvement se soit faite, et ainsi ouvre les yeux à certains fossiles anarchistes patentés, sur les volontés d'une large frange du mouvement anti-autoritaire de refus de l'humanisme franc-maçon.

Il est également important de constater que de nombreux camarades se reconnaissent explicitement dans le mouvement libertaire ont eu, et peut-être ont toujours des sympathies plus ou moins vives vis à vis de certaines initiatives...pour le moins radicales !

D'autant que le flou et/ou l'absence d'analyse de la mouvance autonome permet parfaitement de s'inscrire dans ce regroupement tapageur. Le rejet viscéral de la société qui nous régit permet beaucoup de confusion.

Les souvenirs, péniblement estompés par un quotidien castrateur, de 68 ont ressurgi dans la tête de beaucoup de camarades qui, phantasmant sur les capacités d'un mouvement qui ne trouve son souffle qu'à partir de sa propre réalité ( squatteurs, chômeurs, loubards...un aspect du nouveau lumpen de notre fin de siècle.. ) ne possédant pas d'analyse en tant soit peu globale du processus de restructuration du capital, se sont investis prioritairement dans le mouvement autonome, se coupant de cette manière de la....

## ...réalité du mouvement ouvrier !

En effet celle-ci est toute différente. Coincés entre un patronat despotique ( excuser le pléonasme ) et un syndicalisme réformiste ( même chose ). Coincés entre la difficulté d'assumer les fins de mois et le chômage, les travailleurs n'ont pas beaucoup d'alternatives.

Proclamer « l'autonomie ouvrière est née » c'est ou bien ignorer la condition des travailleurs, donc ne pas coller à cette réalité, ou bien être complètement débile. Ça ressemble trop à une tentative de rapprochement avec certaines franges du mouvement autonome qui ne se situent pas dans le mouvement de masse, un peu comme si l'OCL voulait faire des adeptes !!!

Alors que c'est l'inverse qu'il conviendrait d'accomplir. Il serait certainement plus bénéfique pour l'action ouvrière de développer l'information, de balancer des alternatives, d'intervenir politiquement...plutôt que d'amalgamer l'expression du mouvement autonome et l'expression de la révolte des ouvriers en lutte. Car...

*« L'autonomie ouvrière qui s'affirme de manière offensive reste très ponctuelle. Le mouvement de radicalisation se heurte à plusieurs obstacles :*

*- manque de liaisons directes entre les travailleurs radicalisés des différentes usines, communes. L'information n'arrive qu'après coup et de manière déformée ( médias syndicaux ).*

*- manque d'expression et de regroupement de ces travailleurs, d'où le phénomène d'actions ponctuelles, isolées les unes des autres.*

*- manque de militants pour favoriser l'expression, le regroupement et la coordination de la frange la plus combative.*

*- manque de perspectives alternatives aux louvoisements des syndicats.*

*Dire que « l'autonomie prolétarienne est née » me semble pour le moins triomphaliste. La situation n'est pas ( encore ? ) si tranchée. Car s'il existe des moments d'expression de l'autonomie ouvrière, celle-ci n'a pas de contenu organisationnel, les groupes étant essentiellement informels, affinitaires.*

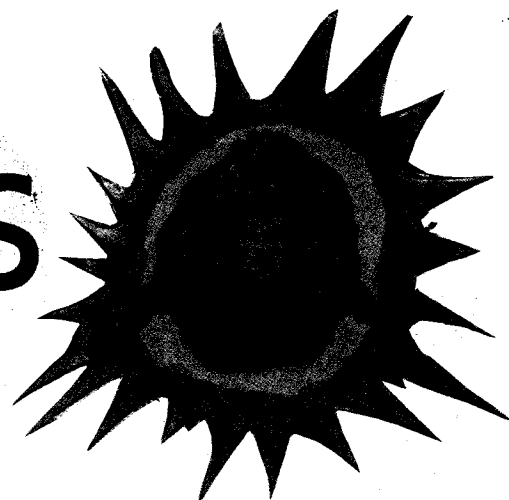
*Si la lutte actuelle se situe à un niveau d'affrontement élevé ( relativement ) il n'est pas dit pour autant qu'elle se maintienne à ce niveau. En fait deux phénomènes peuvent se produire : soit la poursuite et l'amplification de radicalisation et d'autonomisation des travailleurs, soit l'essoufflement, la lassitude et le recul dans la résignation. Ces deux attitudes, apparemment contradictoires, font partie l'une et l'autre de l'aboutissement possible du même processus de lutte en cours » ( F.L. 106 page 10 ).*

Et s'il se trouve des travailleurs pour bloquer des routes, attaquer des commissariats, résister à l'agression des CRS, ça ne veut pas dire que l'autonomie ouvrière est née. Ça veut seulement dire que, se trouvant le couteau sous la gorge, n'ayant d'autres alternatives, les travailleurs empruntent un chemin qui les amènera peut-être vers l'autonomie. C'est à dire l'emploi conscient de l'action directe.

Pour l'instant ce n'est qu'une réaction tripale. Employons nous à ce que cela devienne réfléchi et déterminé, pour l'abolition du salariat, pour le droit à la paresse.

# UN DEFILE DEUX MONDES

MARDI 1ER MAI, 15 HEURES, PLACE CARNOT,  
LYON.



**A**u milieu de la Place, près de la fontaine, nous attendons que la manif commence. Premiers à pied-d'œuvre, nous profitons du temps qui nous est offert, mersibaucou, pour les préparatifs de dernière minute : maquillage de nos visages angéliques, consolidation de notre fabuleuse banderole en trois dimensions, distribution de brassards rigolards. On prend des photos d'une statue (La République), tenant dans ses bras... the black flag -ledraponoar...chic ! Les homosexuelles et eux se la radinent avec une grande banderole satinée, des tracts et des triangles roses autocollants. Gros yeux des bœufs de la CGT, coups d'yeux rigolards, vanes grasses, plaisanteries goguenardes...

## LES ZOTONOMES

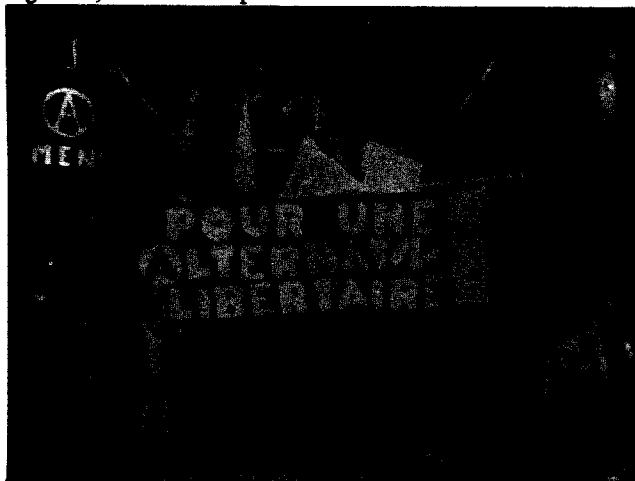
Les z'autonomes débarquent ; quatre ou cinq garçons ou filles vendant un canard, à la criée style « Cause du Peuple », au marché aux puces du Tonkin. « AUTONOMIE » avec un sous-titre « POUR LE COMMUNISME ». Curieux, je tourne les pages cherchant d'où ça vient. C'est un supplément à « CAMARADES », Paris. Merde, la branche « ML » de l'autonomie ! J'en branche un : « eh les p'tits gars, c'est chouette l'autonomie ! Les journaux sont faits à Paris et on vous les refile pour les distribuer dans votre coin ! » J'avais rien compris ! Ces gens là, j'vous l' donne en mille, ils-venaient de... Paris. La capitale ! Ah, Paris commence à exporter ses autonomes. Vitriers de Lyon, préparez-vous à partir au boulot, l'autonomie triomphante débarque chez vous ! Innocemment (oh que si !), je leur dis que l'autonomie est morte-née, yaka voir ce qui se passe en Italie, où l'autonomie depuis deux ans est en perte de vitesse. Le mec, s'il avait eu des P38 à la place des yeux. Oh là là, ma mère ! Il me toise, lui qui vient de la civilisation, moi qui sors de mon trou, et me balance que je n'ai rien compris du tout. J'ai plus qu'à fermer ma gueule, celui-kisait a parler ! Reste à voir...

Le propre des autonomes étant justement d'être... autonomes, voilà-t'y pas nos parisiens qui se mettent avec nous, au milieu des drapeaux noirs. Vont faire toute la manif avec nous !

On se glisse entre le cortège des intégristes (ouais, les traditionnels !) et les gauchos. Les femmes, peu nombreuses, sont derrière nous, suivies des homos qui, tout le long du cortège, seront gênés par la voiture sono des gauchistes. En cours de route, les oligos nous rejoignent, avec leur banderole.

## LA CGT

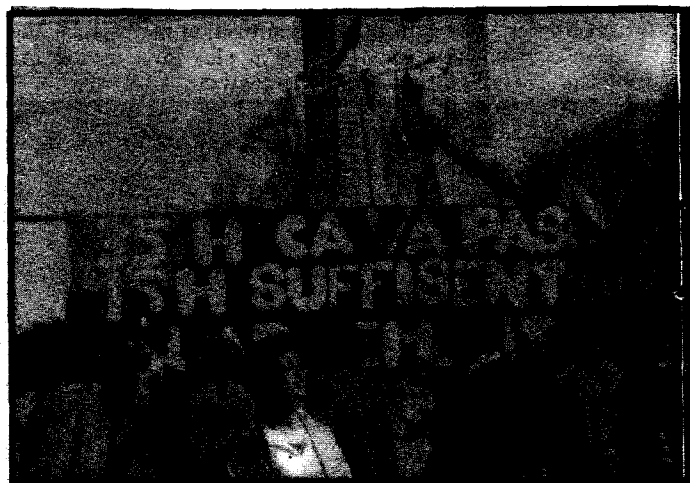
Devant nous, une double rangée de gros-bras-p'tites-têtes de la CGT : allure de beaufs, gueules d'abrutis avinés ; bref, des tronches de parfaits petits flics-adjudants. De quoi vous donner envie de dégueuler. Vive la CGT !





Ces fiers et valeureux défenseurs (défonceurs?) de la classe ouvrière empêchent l'épidémie de se propager. On ne mélange pas les torchons et les serviettes! Ce qu'on peut les faire chier. Mais combien, au fur et à mesure que l'on marche, ils prennent leur rôle au sérieux. Ils pensent bien faire preuve de prophylaxie en nous séparant du gros des bataillons des intégristes (pardon, des traditionnels!). C'est ce qui est le plus frappant dans cette manif: on n'est pas du même monde. Devant, ils viennent d'ailleurs; derrière, on est de nulle part. Et on se retrouve tous ici, à Lyon, entre Perrache (la Nation) et les Terreaux (la Bastille). Deux mondes différents, séparés par le cordon sanitaire de la CGT. Dans le no man's land qu'on essaye de créer entre eux et nous (peur des réactions violentes de ces brutes) on balance des pétards en gueulant « syndicats, patrons, même combat! »: la grande exorcisation! La provocation à l'air de venir de nos rangs, mais en fait, la cause en est ce service d'ordre de la CGT qui, par sa présence nous « indispose » au point de ne plus voir que lui et d'axer nos slogans presque uniquement sur la CGT et les syndicats.

LES ANARS: une bannière frappée de A (cerclé) Men ouvre notre procession. Elle est suivie d'un « bateau » porté sur les épaules de quatre fiers et courageux militants. Sur les quatre faces de cette banderole en trois dimensions, collés sur des petits tissus multicolores, des slogans très remarqués par la presse. « 35 heures, ça va pas! 15 heures suffisent largement », « pour une alternative libertaire », sur chacun des deux côtés. Sur le devant, un couple de mutants, « souvenir de terre », et derrière, un « anarchie in Lyon ». Un journaliste bien documenté, pourra ainsi nous traiter d'« anarcho-punkisants » gueulant des slogans « anti n'importe quoi »! derrière, une banderole noire et rouge, bien connue des manifestations lyonnaises (cf. manif contre l'euro-droite), avec « ANARCHO-SYNDICALISME AUTOGESTION ACTION DIRECTE ». Et, au milieu de tout ça, des drapeaux portés par des gens maquillés, en patins à roulettes, traînant un landeau... Certains portent des sortes de capes, avec des inscriptions anti-bureaucratiques, anti-SO, ou alors des annonces de QUI POLICE « après 30 ans de mariage, il découvre que sa femme est anarchiste ». Bref, à peu près tout pour faire en sorte qu'une manif traîne-savate soit un peu plus rigolotte que ne le voudraient les organisateurs.





Et toujours les z'autonomes et leurs magouilles. Il suffit de bien peu de personnes gueulant « autonomie offensive » en faisant avec leur index et leur majeur le signe du P38 pour que un vent de frissons passe dans l'assistance. Tous les témoignages concordent pour dire que, à Paris, le 23 mars, les « autonomes » étaient à peine une soixantaine. Les autres, qui se sont battus avec les flics, étant des gens qui en avaient marre de se faire balader, des sidérurgistes déprimés, des loubards, des anars, des gauchos, des... quidams ! Sauf que, pour les photos, pour les communiqués, le « bureau central » de l'autonomie est toujours là ! Magouilles obligent ! Que voulez-vous, quand on sort d'orgas super-léninistes, ça laisse des traces. Elles sont dures à partir, à ce qu'on peut en voir ! Alors l'autonomie, faites-moi pas rire !

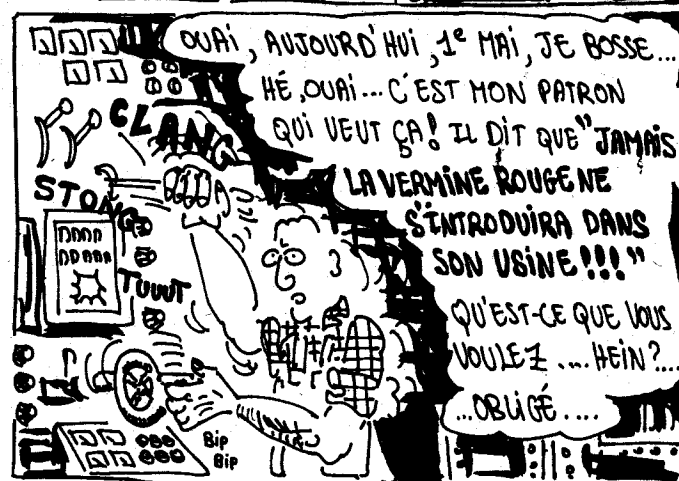
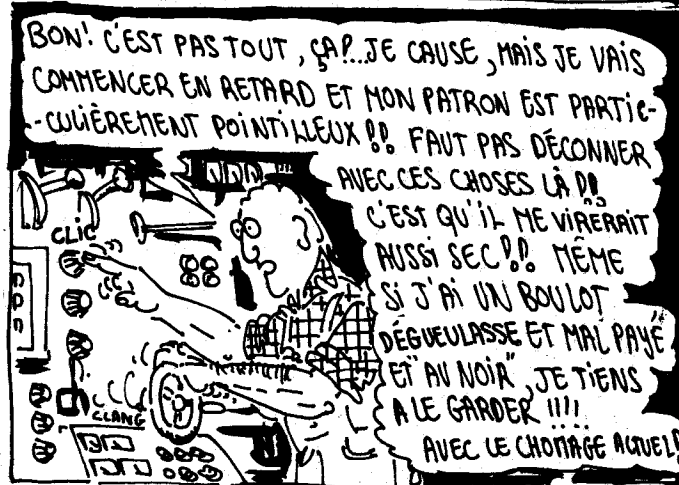
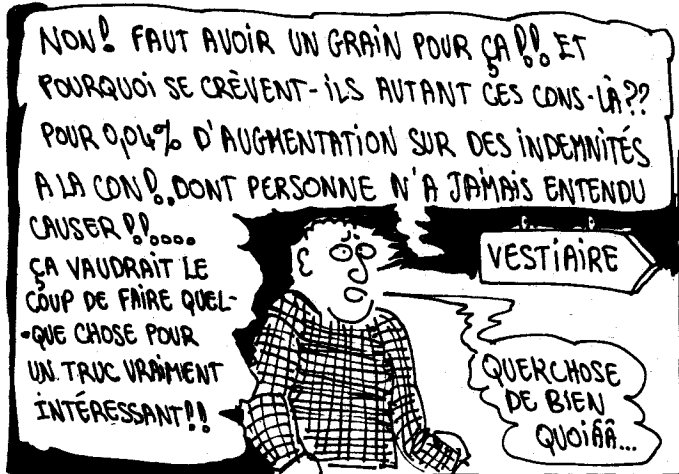
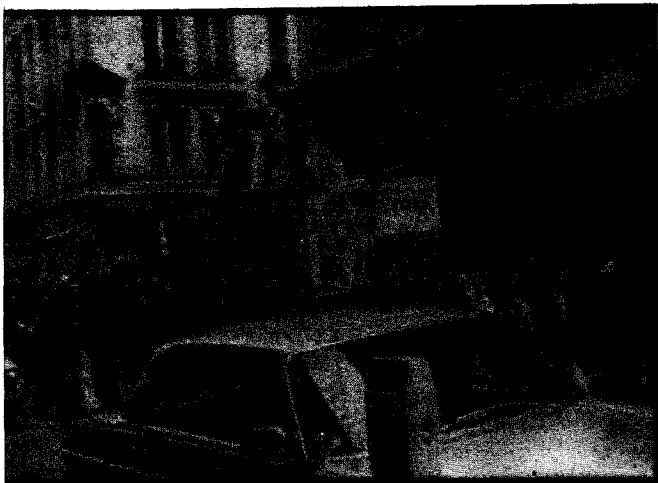
### FIN DE LA MANIF

Pas d'incidents sur le parcours de la manif. A l'arrivée, Place des Terreaux, on court par des petites rues, pour arriver avant le SO CGT, où plutôt pour leur foutre un peu plus les boules en faisant semblant de les déborder ! On arrive pour les discours des pontes. Le SO fait le plein de ses membres pour nous éviter d'approcher sur la place. Ils sont à peine une centaine, que dalle ! Un des responsables du SO CGT va discuter avec les flics. Et devinez ce qu'ils peuvent se raconter : très certainement des histoires de flics ! Les RG rôdent autour de nous. Quand on les démasque, ils se barrent en jouant les passants. On investit la fontaine. Cinéma oblige, on plante des drapeaux noirs à son sommet. On laisse le bateau sur un abri-bus. Il restera là jusqu'au lendemain, dernier vestige de la manif du 1er Mai.

Les homos rentrent à leur local où il y a un bal, et les gauchos font le tour de la place en chantant « 35 heures c'est le chemin des trente heures » et « socialisme oui ! stalinisme non ! ». Les anars restent là en profitant pour leur répondre « à bas la dictature du prolétariat ! ». Pas de coups, pas de violences, rien. Le calme plat. Longtemps après la dispersion, des gens attendent encore. Ils attendent quoi, au fait ? Que quelqu'un gueule « à la préfecture » ou « au consulat », qu'un autre casse une vitrine, ou un parcmètre. C'est assez lugubre, c'est assez décevant.

Bah, il fait beau et je suis fatigué.

BART.LC.



L'enfant que j'étais avait du génie; comme tous les enfants sans doute. Il se croyait capable de comprendre ce qui se vivait autour de lui. Il avait des choses à dire, pouvait être poète, musicien, comme tous les enfants sans doute. Il savait pleurer, ou rire, vivre des émotions avec intensité, les recevoir, les partager. Tous les possibles lui appartenaient. Les obstacles ne lui masquaient pas le but à atteindre, même si celui-ci n'était pas toujours très net. Ils émoussaient, au contraire, sa vitalité.

Plus tard, je croyais encore que tout serait possible. Je croyais que ma vie pourrait être ce que je voudrais qu'elle soit, et qu'elle serait remplie de choses importantes. Je croyais que je ne mourrais pas sans avoir vu la révolution, ou quelque chose de cet ordre. La force qui était en moi me paraissait capable de modifier l'ordre des choses, ou, en tout cas, de ne pas me laisser dévorer par lui.

Aujourd'hui... je suis pris de vertige en constatant la distance entre cet enfant et ce que je suis devenu. Quelqu'un de résigné, de terne, d'installé, pour qui je ne puis avoir d'estime réelle. Avec, comme tout le monde, un reste d'originalité dont je ne sais plus très bien parfois si ce n'est qu'une condition de survie, ou le gage d'une vie encore possible. Et, quelquefois, un désir fou de folie, de

c'est  
pas  
la  
vie...

rupture qui, sans doute, restera, à jamais un rêve.

Ça s'est fait insensiblement. Dans l'attente d'un plus tard où enfin je réaliserais mes possibles. En attendant, de tout autour, je me suis laissé rogner. Et il m'arrive de ne plus savoir si ce qui est vrai est ce noyau de révolte et de désir, qui n'est peut-être plus qu'une illusion ou ce reste dans lequel je me suis peu à peu noyé. Mes aspirations anarchistes, par exemple, sont-elles le gage de la vie qui persiste en moi et subsiste, prête à se manifester, et se manifeste parfois, ou ne sont-elles qu'un alibi que je me

prouve à moi-même, à seule fin de me donner le change? Parfois, je me demande s'il s'agit d'une parole vraie, ou d'un vieux disque rayé ressassant inlassablement les mêmes mots privés de sens.

Et qu'on ne viennent pas me dire que c'est la vie, alors que c'est justement la mort! Qu'on ne me dise pas que c'est pour tout le monde pareil! Lorsque je me regarde dans la glace, de savoir que les autres sont aussi cons que moi ne m'est d'aucune consolation.

Il faudrait ne jamais dire aux enfants d'être raisonnables, puisque c'est dans leur déraison que réside leur, et notre, seul espoir.

\*\*\*\*\*

C'était dans la série « les états d'âme des collaborateurs d'IRL », la narration la plus exacte possible de ma grande déprime mensuelle. Si on continue, on va passer pour démobilisateurs, et c'est pas comme ça qu'on recrutera des militants pour le Grand Soir. Faudra aussi qu'on arrive à raconter quand ça va pas trop mal. Mais peut-être qu'il faut d'abord cracher tout ce qui est sombre, toute la mort qu'on nous a fait ingurgiter, en nous la présentant comme naturel. Et d'ailleurs, ça n'empêche pas que la Commune n'est pas morte, n'est-ce pas Nicolas?

Alain



LE 23 MARS 1978

Souvent, je me demande ce que je peux foutre, ce que je peux espérer de plus aujourd'hui. Je me sens tout vide, comme si ma tête ne réagissait plus du tout, comme si mon cœur meurtri par je ne sais quelle merde, ne pouvait imaginer quelque chose de doux. Comme si tout doit passer par la douceur, par la tendresse. Des jours de solitude noire n'arrêtent pas de défiler. Des moments où je sens l'angoisse me bouffer, et je ne peux rien dire, car le seul monde privilégié que l'on puisse conserver est celui de ses propres angoisses. C'est le seul que l'on chérit avec conviction, parce que dans cette putain de société, c'est le seul qui soit un peu réaliste. Et tous les prophètes de prisons dorées n'ont plus qu'à rendre l'âme parce qu'ils falsifient la réalité. Notre seul espoir d'existence, c'est la lutte, qui se terminera par l'anéantissement de tout ce que nous n'avons pas voulu, pas créé, pas cautionné. Même si cet anéantissement passe par notre propre anéantissement.

Christian

**L**orsque toute leur pour-  
riture ne sera plus que  
cendre grise, indifféren-  
ce et oubli, lorsque le  
chant du vent ne sera plus de  
souffrance et de colère, mais  
de folie et d'amour,

Lorsque la liberté sera si gran-  
de que l'on en aura oublié le  
mot,

Lorsque le peuple en arme  
déposera les armes devenues  
inutiles,

Lorsque que mon esprit sera  
tout entier tourné vers toi, et  
non plus préoccupé de révo-  
lution.

*Je t'aimerai tout à fait.*

*Rouge violence,  
Rouge démence,  
Rouge sang.  
Rouge passion,  
Rouge déraison,  
Rouge fou.  
Rouge amour,  
Rouge retour,  
Rouge cœur.  
Rouge mort,  
Rouge peur,  
Rouge fin.*

*Désir.*

*Désir.*

*Désir.*

*Tant de passion,  
Tant de douceur,  
Et puis plus rien,  
Après cette flambée,  
D'un corps avide,  
Et la tête vide.*

*Mourir,*

*Toi moi,  
Moi autour de toi.*

*Désir.*

*Ta peau si douce  
Mon corps si fou  
Folie.*

*Ta bouche qui dit non.  
Ton corps qui se dérobe.*

*Haine.*

*Tes yeux lourds de fatigue  
Tu t'endors d'indifférence.*

*Je t'entends respirer paisible-  
ment.*

*Solitude.*



**Oh les mecs et les zôtres ( pour les merdeuses )**

Je me fais chier... Pas vous? Ça vous intéresse pas... bon enfin... je parle quand même!

( excusez moi... je fais la manche mais vous devez bien avoir 5 minutes qui traînent dans vos poches. Promis je vous rembourserai ).

Je m'emmerde dans ma vie, ce que j'attends j'en sais rien mais sûrement pas ça ( le ça c'est maintenant ).

J'en ai marre, toujours se faire chier à se taire, rien faire, à discuter...

Y'a qu'à les voir les gens dans la rue, ils font une sale gueule, ils ne sourient jamais, ils marchent vite, quand tu croises un mec, il te regarde pas tu le regardes pas, c'est toujours pareil. Et puis, ça vient pas du temps, qu'il y ait du soleil, ou qu'il n'y en ait pas ils sont toutes dents dedans. Alors quoi! Merde... J'ai envie de rigoler, de prendre le temps de

bailler, de m'arrêter ( Gébé l'an 01 ça vous dit rien... )

Un de ces jours, un jour où il y a du soleil j'irai bien m'asseoir sur le bord du trottoir du pont de l'Université, comme ça, sans rien dire, pour voir passer les autres, ceux qui se sentent bien.

Toute seule! Non j'ai déjà essayé, on m'a demandé combien je prenais Alors! Tandis que si on est d'autres, on pourrait rigoler se regarder et faire plein de choses, assis tranquilles, ça serait pas une manifestation ( il n'y aurait pas de banderoles ni de slogans ça fait du bruit et des histoires ), on gênerait pas la circulation, on laisserait une place pour les chiens qui chient et leurs maîtres. On serait seulement sur le trottoir et les gens viendrait nous voir des fois qu'ils voudraient rester...

Ça serait bien. Peut être qu'ils seront nombreux alors faudrait les mettre sur les autres ponts et si ça marche pas et ben temps pire!

N.B: c'est pas le 18 juin mais ça fait rien!

Jean Sérén

**Lettre aux abrutis qui nous gouvernent**

**L**es autonomes que vous voulez arrêter n'existent pas. Il ne peut exister que des gens aspirants à l'autonomie dans cette société qui nous en prive avec tant d'acharnement. C'est pourquoi ceux que vous cherchez ne sont nulle part. Et s'ils devançant un peu la réalité en en prenant déjà le nom, c'est sans doute pour courir plus vite. Le rêve donne des ailes parfois... Cette révolte qui les anime, n'est pas, elle, autonome des conditions existantes. Et pas seulement de la vie chère, du chômage, etc, qui ne sont que les abcès purulents d'une société globalement en décomposition, mais de ce monde dans sa totalité qui, lui, est indépendant de nous, de notre histoire, de nos désirs...

Derrière ces vitrines qu'ils brisent, on ne découvre que le vide infini des marchandises à vendre, acheter, consommer... Nous qui déambulons le long de ces vitrines, nous qui à force de nous y refléter prenons des allures de mannequins de cire, nous qui ne voulons pas périr avec le vieux monde, nous rions du bruit des révoltes qui brisent le sommeil sans rêve de cette société gangrénée, révolte qui brise, plus que les magasins, ces miroirs aux alouettes qui nous font prendre l'image de la réalité, révoltes qui font éclater en éclats cette morosité soumise et pesante...

Ce qu'il est possible de revendiquer? Tout. Tout. Tant il est vrai que chaque désir devient terne dès lors qu'il perd l'attrait de l'inaccessible. Et cela va de revendications de salaires qu'il faut sans cesse recommencer, à chaque parcelle que vous accordez de temps à autre, parce qu'il faut bien lâcher un peu de lest, parce qu'il faut bien laisser échapper un peu de vapeur quand la rage gronde. Vous appuyez sur le couvercle de toutes vos forces; c'est votre rôle; mais l'odeur de la vérité se répand même à travers les murs des prisons, traversent les parois de toutes les routines, de toutes les soumissions, et cette odeur là, parions le, finira bien par étouffer votre puanteur, à vous supports de l'Etat, supports de la misère, de l'ennui et de la bêtise... Car il n'est pas de soumission sans pouvoir, pas d'esclaves sans maîtres... Même si vous, nos « représentants » est-il vrai, plus maîtres de grand chose ( cf l'Economie ), vous gardez la parole et cela nous suffit pour vous haïr.



# LE FEU conte LORRAIN

Pourquoi ? Pour atteindre cette retraite, pour finir comme le père Lingres, leur voisin qui s'éteignit un soir dans son lit, seul et fourbu de fatigue. Cette fatigue l'avait fait crever comme demain elle pouvait en faire crever d'autres comme son mari. A Neuves-Maisons, dans les usines, sur les chantiers, à la mine ou ailleurs... La vie au milieu des courants d'air glacé et de la chaleur infernale de l'acier en fusion, tout ça n'arrange pas le cœur. En voyant son mari s'emporter, s'en prendre aux aciéries, au gouvernement Barre, aux Américains et à la Sainte Vierge, elle réfléchissait. Allait-il, lui aussi, lui qui n'avait jamais demandé à naître dans cette grisaille, lui qui rêvait de vacances, accepter de finir ses jours dans cette triste cité. En étant petite elle rêvait de soleil, de ce soleil qui éclabousse et vous en met plein les mirettes, elle rêvait de voir la mer, de savoir ce qu'était un vrai ciel bleu. Ses enfants allaient-ils être happés par ces machines infernales ? Jean-Pierre, son petit dernier, qui jouait encore aux billes avec ses copains mais qui rêvait déjà aux filles que l'on voit dans la rue à Nancy ou sur les magazines. Il ne pouvait pa, lui aussi, penser qu'il allait s'éteindre dans son lit, un soir de trop de fatigue, mort et enterré sans n'avoir jamais vu le jour.

Quand elle pensait à ça, la « Sauvegarde des emplois », ça lui donnait envie d'hurler. Hurler de voir cette saloperie défendue par ceux-là même qu'elle lamine. Hurler de voir ces gens s'accrocher à ça parce qu'ils n'ont que ça. « Qu'ils gueulent pour autre chose, qu'on en fasse des salles de bal, de pétanque, de fêtes, où l'on puisse jouer, danser, s'aimer. Des salles qui fassent que la vie soit moins moche. Mais alors, qu'elles ferment bon diou, ces putains d'usines ! ». Elle se mit à rêver, si les patrons n'en veulent plus, de leur aciéries, on s'en fout, pourvu qu'ils continuent de nous payer, nous qu'ils ont pressuré toute notre vie ». S'il ne travaillait plus, peut-être que son mari se mettrait à parler, peut-être qu'il aurait d'autres passions que la pêche en ruisseaux ? Il partirait peut-être loin, là-bas au bord de la mer, à Collioure ou Bandol, là où le soleil luit chaque jour et où il y a des bateaux partant chaque jour pour des voyages fantastiques... Ils la faisait bien rigoler ceux qui gueulaient « nous voulons travailler et vivre au pays ! ». La grisaille la rendait mélancolique.

Elle rêvait et son mari continuait à s'emporter, il parlait de reconversion industrielle, d'implantations d'autres usines. Alors elle se dit : « si ça ne marche plus, les aciéries, ils vont se battre pour ça, Usinor partira pour laisser place libre à Ford ou Renault, qu'est-ce qui allait changer ? Il y aura toujours des patrons, des cadences, les 3/8 et la mort au bout... Ils ne sont pas réalistes ». Pour elle il n'y avait pas de doute, ce n'était pas seulement le corps que l'on broyait mais la tête de son mari. Quand il parlait de sauvegarde des emplois, il n'était pas

Elle était à la fenêtre, debout, regardant au dehors la pluie battre le pavé de la cité. C'était une cité comme les autres en Lorraine, des rues perpendiculaires avec tout au long des bâtisses en pierre séparées par un potager. Et puis là bas tout au bout de la rue, les aciéries avec leurs deux immenses haut-fournaux. La pluie se faisait de plus en plus intense, au loin elle vit arriver un groupe d'ouvriers, il venait de sonner treize heures au carillon de l'horloge, l'équipe du premier quart venait de sortir. Chaque jour, elle essayait de croiser leurs regards, elle recherchait en eux une lueur de vie, un scintillement de voix. Mais ils ne la voyaient pas, marchant d'un pas pressé, avec hâte ils se rendaient au bistrot, chez Raymond, une rue plus loin. Emmittouffés dans leurs manteaux ou leurs canadiennes, le sac sur l'épaule, le béret ou la casquette enfoncé sur la tête, le regard en dedans, échangeant peu de mots, les 3/8 rythmaient leur vie depuis des années. C'étaient en général des braves types qui n'auraient probablement jamais fait de mal à personne, sinon aux bonnes bouteilles....

La porte claqua et il apparut dans l'embrasement de la cuisine, il s'avança vers sa femme et l'embrassa tendrement. Puis elle jeta une dernière main au plat de lentilles quelle venait de préparer, et enfin mit le couvert. Depuis plus de dix-huit ans, le scénario était le même. La retraite était encore bien loin et les jours se comptaient à Neuves-Maisons, invariables... Il éclaira le poste et il fût de nouveau question de la sidérurgie, des licenciements à Denain et Longwy. La mise à sac de la chambre patronale de Longwy venait d'avoir lieu. Un représentant syndical expliqua les positions de sa confédération pour lutter contre la suppression des emplois et, comme à l'accoutumée, il termina par ces belles paroles : « nous ne céderons pas, nous conserverons nos emplois, nous sauverons la sidérurgie française, la détermination des travailleurs nous fera vaincre ! ». Il acquiesça en reprenant les saintes paroles du syndicaliste et expliqua à sa femme que la même chose venait d'être dite à la sortie du premier quart. C'était André, son copain délégué à la CGT, qui les avait exprimés et, terminant par un nouveau leitmotiv : « nous sauverons Longwy de la misère et du chômage », il se retira sous des tonnerres d'applaudissements.

« Sauver Longwy, sauver nos emplois », elle ne comprenait pas tout à fait que son mari, cet être taciturne en famille, dont la passion pendant ses week-ends et ses vacances était de taquiner le goujon dans les quelques rivières non-polluées par les aciéries de la région, dont on disait qu'il était un homme simple et sans histoires, jamais aussi heureux que quand un collègue venait lui rendre visite pour déboucher une bonne bouteille ou pour l'emmener faire une partie de boules au clos des acacias, ce bon père de famille qui adorait ses trois enfants, comment pouvait-il en redemander, du travail, alors que celui-ci gâchait son existence et celle de ses proches.

*derniere information:*  
**LE 28-MAI**  
**RENCONTRE**  
**DEBAT**  
 » On va la  
**CHINE?**  
 AVE UN  
 copain-CAMARADE  
 CHINOIS ...  
 la projection  
 film ...  
 20.30 au  
 Cinema  
**"FAMILIA"**

lui-même. « Qu'est-ce que les délégués syndicaux leur mettaient dans la tête. Et la télé, aussi, ne donnant la parole qu'à ceux des partis, les Mitterand, Chirac, Marchais et compagnie. Ceux de la presse, aussi, et même l'instituteur, le curé, qui parlait de défense des emplois aux tous petits, au catéchisme. Quelle galère! Même qu'hier les délégués ont demandé aux sidérurgistes de faire occuper la voie ferrée par leurs enfants juste avant le passage du rapide Strasbourg-Paris. Elle, elle n'y enverra jamais ses enfants, sur la voie ferrée, pas plus pour le maintien des emplois que pour autre chose. Jamais, pour le maintien de l'esclavage Oui!  
 La télé pendant ce temps poursuivait: « des groupes d'ouvriers, non encadrés par les syndicats, ont attaqué durant cette nuit le commissariat central de Longwy, des impacts de balles ont été relevés sur le bureau du commissaire, on dénombre de nombreux blessés après de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ». Elle redevint songeuse: « et pourtant si mon mari venait à être blessé, s'il se retrouvait à l'hôpital atteint par une grenade, comme ceux de cette nuit? Ces flics, c'étaient les mêmes que ceux qui pourchassaient leurs mômes, quand la bande des copains du quartier se réunissait sur les bancs du square. ceux-là même qui tabassèrent un jour Jean-Pierre, leur fils, pour avoir dérobé un paquet de Carambars au Prisunic. Ce sont également eux qui firent passer Kamel, l'aîné de la famille Ben Malek, devant le tribunal pour enfants pour avoir emprunté une mobylette un soir de bal, quand il venait de se retrouver seul et à pied pour rentrer à Neuves-Maisons. » En réfléchissant à tout ça, elle se sentit viscéralement d'accord avec les sidérurgistes de la veille, d'accord avec l'attaque du commissariat central. Elle interrompit son mari qui commentait les événements et lui demanda: « dis donc, et si demain ils attaquaient l'école, la maison du curé, la mairie et les aciéries et ils y mettaient le feu... »



# Les objecteurs devien

TACTACTAC PAW <sup>BY:</sup> NANAR

## Le statut refusé à 200 objecteurs

La commission juridictionnelle du ministère de la défense, chargée d'examiner les demandes de statut d'objecteurs, les refuse systématiquement depuis novembre 78 à tous ceux qui effectuent une demande collective de statut (1).

Deux objecteurs dont le statut a été refusé sont insoumis depuis le premier avril, plusieurs dizaines vont l'être le premier juin, d'autres encore au premier août et d'autres aux incorporations suivantes.

Malgré cela les demandes collectives de statut continuent au même rythme qu'avant les refus. Ces objecteurs s'engagent donc dans la lutte avec ceux en passe d'être insoumis. La répression n'arrête donc pas pour l'instant le mouvement d'objection collective.

Tous les anti-militaristes sont visés actuellement. Les déclarations du ministre Bourges (2) dans un appel vibrant lancé au nom des libertés républicaines (La République nous applique... cf P. Font) et du général Lagarde contre la propagande anti-militariste, visent à la fois les objecteurs, les insoumis, les déserteurs, les membres des comités de soldats, les renvoyeurs de livrets et autres anti-militaristes.

## L'Etat supprime nos libertés.

PPlus que jamais l'Etat restreint nos libertés et tout particulièrement:

- liberté d'affichage avec le projet de loi qui va passer en deuxième lecture à l'assemblée nationale.
- liberté de manifester (déclaration de Giscard sur les pleins pouvoirs des préfets pour interdire les manifs sous prétexte de sécurité).
- droit de grève limité à la SFP (télé).
- institution juridique des prisons clandestines (Arenç).
- répression accrue contre les détenus (QHS).
- expulsions et répression accrues pour les immigrés (cf la loi Stoleru).
- flagrant délit utilisé lors de l'arrestation en fin de manifestation.
- prolongement des gardes à vue à 48 heures.
- avortement remis en cause.
- les délits de presse sont de plus en plus nombreux.
- dissolution de la fédo (fédération des objecteurs).
- procès multipliés contre les renvoyeurs de livrets militaires.

Parallèlement le gouvernement refuse systématiquement la reconnaissance de tout ce qui tente d'émerger: les radios libres, la lutte des femmes, le mouvement homosexuel.

A l'heure actuelle la plupart des mouvements sont sur la défensive pour préserver les quelques libertés acquises (merci pépé merci mémé).

## Les militaires champions de l'autorité.

IRLN 28 page 22 Dans tout ce regain d'autoritarisme, les militaires sont très à l'aise. Leur publicité matraque périodiquement la cervelle des français: opération portes ouvertes, journées de sport armée-jeunesse, grandes démonstrations et manœuvres militaires. Et avec tout ça, on annonce la relance de l'extension du camp militaire du Larzac. Les manœuvres de septembre 78 en Dordogne et d'avril 79 en Vendée ont fait appel aux réservistes et ont connu une ampleur sans précédent. En effet les manœuvres d'avril



# nent insoumis

constituent la plus importante mobilisation depuis 1940. Elles organisent la collaboration de l'armée et des administrations comme l'EDF et les PTT, et invitent la population civile à participer en lui demandant de pratiquer la délation (3). La DOT (défense opérationnelle du territoire) chargée de coordonner la police et l'armée en cas de subversion généralisée fait des répétitions pour la chasse à l'ennemi intérieur. Actuellement, l'armée est équipée d'un tout nouveau blindé léger, spécialement étudié pour démolir les barricades et intervenir dans la rue.

## La répression de l'objection.

On conçoit assez bien dans ce cadre la répression des anti-militaristes et en particulier de l'objection collective et de l'insoumission au service civil. Depuis 1972, date du décret de Brégançon affectant les objecteurs à l'ONF pour une durée de 2 ans, la plupart d'entre eux s'insoumettent au service civil. Une première vague de procès en 73-74 et une seconde en 77-78, ont donné lieu à une importante mobilisation de soutien et ont même eu pour effet le développement de l'objection ainsi que sa coordination (constitution des CLO, très forte augmentation des demandes).

Sauf quelques rares exceptions, les tribunaux (civils) ont condamné les objecteurs-insoumis à des peines avec sursis. Ainsi après l'échec de la multiplication des procès le pouvoir utilise la commission juridictionnelle pour essayer de bloquer l'objection collective et reprend les inculpations pour l'article L50 (4) qui n'était plus utilisé depuis plusieurs années.

L'insoumission au service militaire rend les objecteurs passibles de la juridiction militaire et ils encourent donc des peines nettement plus lourdes. L'objection collective a permis depuis 8 ans à plus de 500 objecteurs d'obtenir le statut sans avoir à se justifier personnellement. L'organisation collective permet de ne pas rester isolé vis à vis de la répression, ainsi que d'exprimer son refus catégorique de l'armée sans s'exposer à une répression trop dure.

La contre partie de cette manière « facile » d'avoir le statut est qu'elle est apparue comme une combine pour ceux qui n'ont pas envie de faire leur service sans pour autant avoir des motivations anti-militaristes très conscientes (le refus de l'armée parce que « ça fait chier » étant en lui même anti-militariste). L'objection collective est ainsi restée passive sans vraiment lutter pour élargir le droit à l'objection, se contentant de ce qui était acquis, ou plutôt de ce qu'on croyait acquis puisque le pouvoir tente de briser ceci.

De ce point de vue, le refus des statuts va amener un débat qui n'existait pas auparavant entre les objecteurs: la lutte pour l'extension du droit à l'objection pour tout motif (notamment en refusant de se placer sous l'angle de la morale) et à tout moment, ce qui revient à la lutte pour l'abrogation de la commission juridictionnelle et de l'article L 50. Ceci est la seule solution pour sortir de notre position actuelle ambiguë à laquelle on pourrait reprocher des relents de lutte corporatiste.

Ainsi la revendication de l'obtention du statut et la lutte sur l'injustice que nous subissons par rapport aux demandes antérieures de doivent pas nous enfermer dans un cadre juridique apparaissant pour certains (sont-ils naïfs!) comme indépendant du reste. Nous ne cherchons pas à institutionnaliser l'objection c'est à dire à obtenir un service civil aménagé mais à lutter sur ce terrain





contre l'armée et la militarisation de la société. Nous considérons la répression actuelle de l'objection collective comme une atteinte à la liberté d'action, d'opinion et d'expression, et sur cette base appelons ceux qui la subissent sous une autre forme à nous unir.

Nous voulons également vivre l'objection collective à l'armée différemment et sortir d'un militantisme ennuyeux (pas autant que l'armée quand même). En plus des actions classiques (banderoles, tracts, presse etc) nous voulons (et on espère que ce ne sera pas un vœux pieux) trouver des formes d'expression qui soient en même temps un plaisir (plus grand que celui de lire cet article certainement).

Nous envisageons de monter une pièce de théâtre, un roman-photo, et d'autres idées appelées à sortir quand nous chaufferons un peu plus de la cafetière. Nous pourrions être ainsi fiers de pouvoir déclamer du haut de notre attitude méprisante à ceux qui sceptiques nous regarderont: « oui Monsieur, oui Madame, je milite pour le plaisir et uniquement. » Et toc!

Vous pouvez nous joindre au local du GARM (Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation).

Adresse: Local du CEP, 44 rue St Georges, réunions les mercredis entre 17 et 19H.

Objection: 5rue Diderot 69 001 Lyon.

Un groupe d'objecteurs

1) Les demandes collectives consistent à envoyer une lettre identique pour tous ceux qui effectuent ce type de demande. Ceci a commencé en 1971, pour 20 objecteurs afin de casser l'arbitraire de la Commission Juridictionnelle. Ceux-ci ont fini par obtenir le statut en 1973 après une lutte de deux ans et de la prison pour certains. Depuis 500 objecteurs ont ainsi obtenu le statut. Depuis novembre, la Commission Juridictionnelle refuse à nouveau alors que ce type de demande augmente.

2) BOURGES à l'Assemblée Nationale, novembre 1978 :

L'entreprise antimilitariste, pour isolée qu'elle soit dans le pays n'a pas disparu. Insidieusement, sous des masques divers, elle cherche à créer et à exploiter des difficultés...

L'insoumission et la désertion ne sont pas des délits d'opinion, mais une atteinte grave au devoir essentiel des Français vis à vis de la Patrie et un manquement inadmissible aux lois républicaines... Depuis 1963, la loi reconnaît l'objection de conscience. Pour qui s'en réclame authentiquement le législateur a prévu une forme particulière de service : servir la communauté au sein de l'Office National des forêts. Dans ces conditions, que penser de ceux qui se déroberont à l'obligation d'un service national qui se présente désormais sous des modalités diverses,...

Et je souhaite que l'Assemblée Nationale unanime approuve le rappel que j'adresse de cette tribune à tous ceux qui, au service de l'Etat ont à connaître de ces cas et dont le devoir est de faire respecter la loi.

3) La population était invitée à appeler par téléphone le quartier général des armées en manoeuvre si elle repérait des patrouilles ennemies (de l'intérieur?).

4) L'article L50 interdit de faire toute publicité orale ou écrite pour faire connaître la loi relative au droit à l'objection. Il interdit toute propagande antimilitariste.

Coordination Nationale :

Robert Hazard

La Fabrique

38850 Charavines





#### LA GRYFFE

C'est une des rares librairies vraiment collectives, dans le sens qu'elle est gérée non pas par un seul, mais par une association Loi 1901. Ceux qui s'occupent des permanences peuvent en expliquer le fonctionnement. Qui plus est, La Gryffe a organisé en mai trois débats: le premier à propos du livre « 150 ans de luttes ouvrières dans le bassin stéphanois », un autre sur l'éducation libertaire, et une discussion avec Victor Fainberg, un dissident d'URSS. Le 10 juin, à 19 heures, il y aura une rencontre-débat sur Emma Goldman, autour de deux livres qui viennent de sortir.

A yeurs c'est plus fluctuant. A Grenoble, IRL est déposé dans certaines librairies, à Aix, ce sont des copains qui se chargent de sa diffusion, de même qu'à Paris.

*Conclusion*, si vous êtes à Lyon, et que vous êtes intéressés par la diffusion d'IRL, dans les concerts, les réunions, ou dans votre coin, autour de vous, à côté, etc., n'hésitez pas à nous contacter. IRL a vraiment besoin de vous pour assurer sa diffusion. Si vous êtes ailleurs, contactez-nous de même. Bref, contactez-nous. Qu'est-ce que ça coûte de déposer IRL dans les endroits sympa (Librairies, restos pas cons, lieux alternatifs, commissariats...), de passer de temps en temps pour voir si ça part, prendre le fric **ET NOUS L'ENVOYER !!!** A peine une ou deux heures par mois. Mais pour IRL, c'est primordial.

#### OU TROUVER IRL ?

( Petite pub en passant pour La Gryffe )

A Lyon, c'est facile. Quant il y a des manifs ou des meetings, on est là. Autrement, quelques librairies le diffusent: le Soleil Noir, la Proue, la Librairie d'occasion à Saint-Jean, Cadences, Uitar... et la Gryffe, bien joué les copains, (note du claviste) 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon, Tél. 61.02.25, ouvert du lundi au samedi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures.

*P.S.* On informera à la rentrée, pour un projet de réunion générale de tous ceux et celles qui sont intéressés (ées) par IRL.

FORMULAIRE D'ABONNEMENT : NOM . . . .

PRÉNOM . . . . .

ADRESSE . . . . .

CODE POSTAL . . . . .

VILLE . . . . .

Tarif pour 10 numéros : 50 balles (ou plus).

Libellez les chèques à Georges Laurent  
CCP 2 860 02 Lyon.

Formulaire à envoyer à IRL

- 13, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.

# MOUVEMENT OUVRIER

150 ANS DE LUTTES OUVRIERES  
DANS LE BASSIN STEPHANOIS  
« LE CHAMPS DU POSSIBLE »

Ce qui me semble intéressant dans ce livre, c'est la place qu'il donne à l'anarcho-syndicalisme dans l'histoire du mouvement ouvrier stéphanois. On peut même dire qu'il est omni-présent, pas seulement avant 1914 comme on pourrait le penser, mais tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier dans la Loire, à chaque tournant, jusqu'en 1979. L'analyse qui en est faite est en grande partie nouvelle. On sort enfin des stéréotypes et des lieux communs malveillants auxquels nous avions habitué l'historiographie communiste et plus généralement marxiste. Pas totalement cependant, et c'est là qu'on peut faire deux grandes remarques:

1) La première porte sur ces fameux « anarcho-syndicalistes » qui ressurgiraient périodiquement, chaque fois que la classe ouvrière désespère, les lendemains d'échéances politiques ou lorsqu'elle se révolte. Y-a-t-il des anarcho-syndicalistes ? Au sens où on peut parler de communistes, d'anarchistes, de socialistes ou de chrétiens ?

Ainsi, au moment de la scission syndicale, au début des années vingt, les auteurs parlent des « anarcho-syndicalistes qui pendant les trente premiers mois de la CGTU dirigent l'UD de la Loire ( Lorduron en tête ) ». Il est indiscutable que les militants d'alors défendent des positions anarcho-syndicalistes : action directe, autonomie du syndicat par rapport aux partis, rôle central du syndicalisme dans la destruction du capitalisme et dans la construction d'une société sans classes etc... Mais lorsqu'on regarde les choses de plus près, on constate qu'à côté d'un certain nombre de libertaires, la plupart des militants les plus en vue viennent tous du parti communiste. Lorduron, secrétaire de l'UD est membre du PC jusqu'en janvier 1923, puis du parti communiste-socialiste; Arnaud secrétaire de la bourse du travail de Saint Etienne et Tinel secrétaire adjoint de l'union départementale sont membres du PC jusqu'en juillet 1922. Chez les mineurs par exemple, les plus farouches défenseurs des thèses anarcho-syndicalistes, jusqu'en 1925, Drevet, Liotard, Binet sont tous membres du PC, puis de PC-S.

Dans le mouvement ouvrier stéphanois du début des années vingt il est bien difficile de localiser les « anarcho-syndicalistes », c'est tout le mouvement ouvrier du bassin stéphanois qui est anarcho-syndicaliste que les militants soient communistes ou libertaires. Tout le monde est d'accord pour faire vivre un mouvement ouvrier, dont l'unité et le respect des opinions diverses ont quelque chose d'étonnant pour nous qui connaissons la situation actuelle.

L'A.S., à l'époque, ce n'est pas une idéologie, un parti, une fraction militante combattant d'autres fractions militantes, mais une pratique globale du mouvement ouvrier de Saint- Etienne, une manière de fonctionner, de privilégier les organisations directes de la classe ouvrière, de régler les conflits internes, de se préparer au changement de société, qui unit alors tous les militants.

2) La seconde remarque que l'on peut faire est en partie liée à la première. Dans « Cent cinquante ans de luttes ouvrières » les auteurs montrent comment l'AS ressur-

git chaque fois que la classe ouvrière ne trouve plus de « débouchés politiques » à son action, c'est à dire de débouchés sur la scène politique, de débouchés au niveau des partis qui briguent le contrôle du pouvoir d'Etat. On retrouve là la vieille idée selon laquelle l'AS, révolte

spontanée ou repli « stérile » sur les organisations syndicales, n'offrirait pas de débouchés politiques, conduirait à l'impasse politique. C'est une idée qui depuis l'apparition du léninisme a la vie dure. Mais les recherches historiques actuelles montrent au contraire en quoi l'AS a constitué un projet éminemment politique. Ce projet est souvent présenté sous sa forme négative : refus de la conquête du pouvoir d'Etat, refus de la participation électorale. Mais ce n'est que l'envers d'un projet positif que l'on commence seulement à découvrir. Il s'agit pour le mouvement ouvrier d'alors de se constituer en force sociale capable de s'imposer au sein de la société civile pour, le moment venu, dresser celle-ci contre l'Etat, le détruire et imposer un nouvel ordre économique et social dont les organismes principaux, en particuliers les syndicats, auraient été forgés dès avant l'affrontement au coeur des rapports sociaux.

Ce projet politique s'est cristallisé avant 1914 dans l'idée de la grève générale. Là encore on a souvent présenté la grève générale comme rêverie utopique, une naïveté ouvrière selon laquelle il suffirait de se croiser les bras pour voir s'écrouler l'Etat et le pouvoir de la bourgeoisie; mais c'est seulement parce qu'on sous-estimait l'ampleur d'un mouvement ouvrier multiforme, capable non seulement de lutter pied à pied contre les patrons dans toutes les corporations, mais aussi d'investir les municipalités, de développer un réseau de coopératives de production et de consommation, d'associations artistiques, culturelles. La grève générale correspond pour les militants ouvriers d'alors au stade ultime d'un affrontement préparé dans tous les aspects de la vie sociale par une pratique ouvrière multiforme dont on commence seulement à entrevoir la richesse et la complexité.

On peut discuter le choix de cette stratégie politique on ne peut pas nier son existence.

En fait, le projet social et politique qui consiste à mener la lutte sur le terrain de la société civile, en refusant de participer au pouvoir d'Etat, pour être apprécié d'un point de vue révolutionnaire suppose d'être comparé aux résultats de l'autre stratégie : la conquête du pouvoir d'Etat, ce fameux débouché politique que cherchent désespérément un grand nombre de militants ouvriers.

Ça fait maintenant plus de cent ans, depuis la première internationale, que ces deux stratégies subissent l'épreuve des faits. La première a jusqu'ici échoué c'est vrai. Mais la seconde ?

Sous ses deux variantes elle a conduit à un échec pis que celui, de la première, dans la mesure où elle a conduit à briser l'autonomie du mouvement ouvrier, sa capacité et sa liberté de lutte. Sous sa variante social-démocrate, comme en Suède ou Allemagne, elle conduit à enchaîner durablement la classe ouvrière à l'ordre capitaliste. Sous

sa variante communiste elle a conduit à l'établissement d'un socialisme d'Etat, qui, non content de maintenir la classe ouvrière dans une situation de classe exploitée et opprimée, lui interdit toute possibilité de résistance organisée. En URSS ou en Chine la conquête du pouvoir d'Etat a conduit très logiquement, comme le disaient déjà

Bakounine et les anti-autoritaires de la première internationale, à la soumission presque totale de la société civile à l'Etat.

En conclusion les auteurs se demandent comment les travailleurs pourront ne plus être les éternels cocus de l'histoire, pour ajouter aussitôt qu'il leur faut recommencer encore une fois d'essayer de se faire leur place dans la foire d'empoigne des appareils politiques qui briguent l'exercice du pouvoir d'Etat. Je pense pour ma part que le seul moyen pour les travailleurs de ne plus être les cocus de l'histoire c'est au contraire de retrouver la stratégie anarcho-syndicaliste, l'action directe au sein de la société civile, cette pratique politique non politicienne, refusant le jeu de pouvoir que beaucoup de mouvements de contestation actuels mettent spontanément en œuvre.

C.

## UN DEBAT A LA GRYFFE

Le samedi 5 mai la librairie La gryffe organisait un débat avec les auteurs d'un livre qui vient de paraître « cent cinquante ans de luttes ouvrières dans le bassin stéphanois » ( Edition Champs du Possible ). Finalement deux des auteurs sur quatre étaient présents : R. Bonneville, secrétaire de l'Union Départementale CFDT de la Loire et C. Saint Sernin, historien.

Quand le collectif de la librairie a décidé d'organiser ce débat il n'y a pas eu d'opposition; pourtant inviter dans une librairie libertaire des responsables CFDT, dont le secrétaire de l'union régionale P. Héritier, l'auteur de l'article « Le spectre de l'anarcho-syndicalisme » ( cf IRL 25 ) ( qui n'est finalement pas venu ) ce n'était pas évident. L'évolution actuelle de la CFDT, l'exclusion d'un certain nombre de copains du syndicat des PTT du Rhône, les attaches que l'on prête aux dirigeants de la Loire avec le CERES, autant de raisons qui pouvaient sérieusement faire hésiter à engager une discussion avec les auteurs du livre. Si on l'a fait quand même c'est, il me semble, pour deux grandes raisons :

- CERES ou pas, la CFDT de la Loire semble avoir une pratique qui diffère grandement des magouilles que l'on constate dans le Rhône. Mais c'est une impression, si des lecteurs de la Loire estiment le contraire, les colonnes d'IRL leur sont ouvertes.

- la seconde raison est sans doute plus importante : la Gryffe lieu de rencontre et de débat, se veut ouverte à tous ceux qui luttent contre le système capitaliste, sans exclusive et sans sectarisme de chapelle. Il me semble que le fait même, pour des militants, d'accepter de venir et de débattre avec des libertaires dans une librairie libertaire, suffit à montrer qu'ils sont prêts à accepter cette vaste confrontation dont dépend en grande partie l'émergence du mouvement révolutionnaire que nous souhaitons. (Même si la promotion de leur bouquin n'était pas étrangère à leur venue ).

### Que penser du débat ?

A chacun des participants de se faire sa propre opinion. Pour ma part j'ai été impressionné par l'affluence - plus de cinquante personnes - mais déçu par ce qui s'est dit, ou plutôt par ce qui ne s'est pas dit. Ceci en grande partie à cause d'un certain type d'intervention dont nous sommes coutumiers dans les milieux libertaires, mais qui interdit parfois une véritable discussion.

Ma première critique porte sur la fin du débat; c'était bien de demander à Bonneville ce qu'il pensait de l'orientation actuelle de la CFDT, des exclusions qui ont eu lieu dans le Rhône.

ADRIEN PINOZ exposera ses toiles du 2 au 23 juin à la LIBRAIRIE LA GRYFFE, 5, RUE SEBASTIEN GRYPHE, LYON 7<sup>ème</sup>. Vernissage le 2 juin à 16 heures...



### LE SPORT C'EST FASCISTE?

Réponse auvergnate d'actualité, puisque cette après-midi je suis allé voir Clermont-Ferrand/ Narbonne en finale de championnat de France de rugby à Gerland.

Et c'est au milieu des Allez l'ASM et des Racing à Paris ( le Racing Club Narbonnais ) que je me suis senti bien. Je vous jure que je n'étais pas plus pour une équipe que pour l'autre ( plus pour Montferand que pour Narbonne mais ça je ne le dirai pas ).

Ça m'a fait marrer de voir des supporters courir avec un drapeau rouge et orange ou bleu et jaune, mais je me suis dit que quand on a fait la manif du premier mai avec nos drapeaux noirs on ne valait peut-être guère mieux.

Il faisait beau et c'était sympa. Un claviste bestial

Comme c'était prévisible, Bonnevalle, secrétaire d'union départementale, a refusé de répondre. Et ça en dit long sur la fragilité et la rigidité du fonctionnement actuel des syndicats. Par contre il faut bien reconnaître que le vocabulaire incantatoire que nous manions trop souvent, ne favorisait certainement pas une réponse et une discussion sur ce terrain. Parler de « bureaucrates », de « réformistes » c'est, à bon compte, refuser de voir en face la réalité, pour célébrer entre nous l'idée toute pure, d'autant plus pure qu'elle n'a pas d'existence réelle, d'un syndicalisme révolutionnaire, non-bureaucratique. Le vrai syndicalisme, quoi ! C'est se donner, à bon compte, une explication de notre faiblesse actuelle. Si la classe ouvrière n'est pas plus active et révolutionnaire c'est à cause de ces sales bureaucrates, de ces sales réformistes qui trompent et bernent les travailleurs. Explication facile qui, hélas, n'explique rien. Si la classe ouvrière est organisée dans de grandes machines dont on voit mal comment elles pourront être les instruments de la construction d'une société sans classes, c'est certainement pas à cause des méchants bureaucrates et des réformistes sournois et corrompus. Et ce n'est pas parce qu'on s'en coince un de temps en temps dans nos sanctuaires révolutionnaires, qu'on comprendra mieux pourquoi la classe ouvrière n'est pas plus active et révolutionnaire et comment contribuer à la rendre telle.

Ma seconde critique s'adresse aux camarades espagnols. Bonnevalle et Saint Sernin, dans la présentation de leur bouquin, ont redit avec insistance comment, selon eux, l'anarcho-syndicalisme était toujours présent dans la classe ouvrière du bassin stéphanois. Comment on le retrouvait non seulement dans les couches ouvrières non-syndiquées (celles qui ont assiégé les milices patronales à Saint Chamond, il y a quelques mois), non seulement à la CFDT, mais aussi dans la CGT, et même parmi les militants les plus actifs du PC.

Je ne sais pas si c'est vrai, ou plutôt je ne vois pas clairement ce qu'ils appellent « anarcho-syndicalisme », cet anarcho-syndicalisme qui, d'après eux toujours, inquiète tant les dirigeants du PC. Si on les avait interrogé là-dessus, si on leur avait demandé des faits précis, sur quoi ils appuient leur impression, on aurait pu avoir un début de réponse, un début de discussion. On aurait pu enfin sortir des clichés de réunion publique sur les bureaucrates et les réformistes. Au lieu de ça plusieurs camarades ont pris longuement la parole pour nous redire à tour de rôle ce qu'était l'anarcho-syndicalisme, l'idéal anarcho-syndicalisme, le vérita-

ble anarcho-syndicalisme. Bref au moment où on pouvait discuter de choses concrètes, réelles, on remontait à dix mille mètres dans le ciel des idées.

Je ne sous-estime en rien la somme et la richesse d'expériences dont ces camarades sont porteurs, et je ne voudrais pas les offenser en disant qu'aussi irremplaçable qu'elle soit, leur réflexion s'appuie sur des expériences passées et qui se sont produites ailleurs. C'est vrai que la classe ouvrière est fondamentalement la même partout, que le capitalisme actuel n'est pas radicalement différent de celui d'hier, mais l'anarcho-syndicalisme réel, n'est pas et n'a jamais été un catalogue de vérités intemporelles, à rappeler quels que soient l'époque et le lieu.

Historiquement, ce qu'on appelle, de façon bien schématique, anarcho-syndicalisme a toujours été un mouvement pratique, produisant dans sa pratique, et sous des formes très variées ses valeurs, ses programmes, ses formes organisationnelles et son projet politi-

que. La question qui se pose à nous aujourd'hui c'est comment se manifestent actuellement des luttes, des réflexions militantes qui tendent à rompre avec le stalinisme et l'intégration des organisations ouvrières dans le système capitaliste.

Si un mouvement de masse doit naître demain, renouant avec les grands mouvements de masse anti-autoritaires d'autrefois, il sera certainement très différent de ce que furent ses devanciers, car il correspondra à des conditions économiques, sociales et politiques profondément nouvelles.

En faisant une relecture du passé à travers les expériences actuelles, en retrouvant aujourd'hui le grand courant anti-autoritaire ouvrier qu'ils appellent anarcho-syndicalisme, les auteurs du livre « cent cinquante ans de luttes ouvrières » rendaient possible un débat précis et concret sur ce qui se passe actuellement dans le mouvement ouvrier. Je regrette qu'il n'ait pas pu avoir lieu. Mais ce sera pour la prochaine fois. D.

#### STATUTS DU SYNDICAT AUTOGESTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS DES CENTRES DE TRI P.T.T. DU RHONE

Article premier. Le Syndicat autogestionnaire des travailleurs des centres de tri P.T.T. est constitué par les présents statuts, approuvés par le conseil d'administration de l'Union départementale le 17 février 1959 relative au statut général de l'Union départementale.

Article 2. Le syndicat a pour siège social le Rhône.

Article 3. Le syndicat a pour but la promotion de la classe ouvrière et la lutte avec elle pour l'amélioration de leur condition sociale et culturelle. Final : l'instauration du socialisme au moyen de la prise en main de la production et de la distribution par les travailleurs de tous les moyens de production de toute les ramifications de la vie sociale.

Article 4. Le syndicat se donne pour principe d'organisation, c'est-à-dire l'organisation de base au motif, l'adhésion libre, l'absence de base des idées et intérêts communs.

Article 5. Le syndicat est organisé en sections qui sont rattachées à une section locale. Les sections sont indépendantes et remises aux mains d'une puissance locale, c'est-à-dire la communauté. Le droit à la différence est reconnu à toutes les sections, toutefois reconnaissant le droit aux tendances générales.

Article 6. Le siège social est fixé à Lyon, Rhône.

Article 7. Le syndicat est autonome et indépendant de toute organisation syndicale existante.

Article 8. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par la commission exécutive ou des adhérents. Les décisions de l'assemblée générale sont souveraines.

Article 9. La commission exécutive est élue par l'assemblée générale. Elle impulse les actions ; elle est composée de membres élus à la majorité absolue des voix. Les élections à la C.E. sont ouvertes à tous les adhérents.

Article 10. La C.E. se réunit au moins une fois par mois.

Article 11. Les votes de la C.E. sont réglés par la majorité des membres présents et les adhérents présents à la séance ont le droit de membres élus de la C.E. ne s'y opposent.

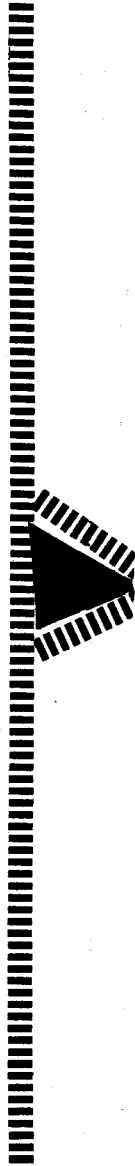
Article 12. Les militants exercent leur mandat avec un mandat politique.

Article 13. Le taux de la cotisation des adhérents est fixé par l'assemblée générale.

Article 14. Toute demande d'adhésion doit être présentée à l'assemblée générale de son service ou par la C.E. Une Assemblée générale est convoquée après examen du dossier et un procès-verbal est dressé pour servir de preuve. L'exclusion ne peut être prononcée que par l'assemblée générale du syndicat local.

Article 15. Le mandat des membres élus est renouvelable par les adhérents. Ces mandats ne peuvent être révoqués que par l'assemblée générale des adhérents du syndicat ou la majorité des adhérents de la section.

Article 16. La dissolution du syndicat est prononcée par l'assemblée générale des adhérents à la majorité absolue des voix.



# qu'est-ce que le s.a.t. ?

Le 11 mars 1979, a eu lieu à Nantes une réunion avec le Syndicat autogestionnaire des travailleurs des centres de tri P.T.T. du Rhône, formé à la suite de l'exclusion de camarades de la C.F.D.T. « Soli » a longuement fait l'historique de cette exclusion dans ses précédents numéros. Cet article se contente de faire le point sur la situation actuelle du S.A.T., sans prétendre faire le compte rendu intégral de la réunion de Nantes.

## Pourquoi la création d'un nouveau syndicat ?

D'abord, il faut souligner que cette décision n'a pas été prise a priori, mais un an après les exclusions et après une longue bataille pour obtenir la réintégration des exclus dans la C.F.D.T. : ils ont subi la rupture. Mais il est sûr aussi qu'ils ont refusé tout compromis boiteux, à l'inverse par exemple de l'U.D. du Rhône, genre de compromis qui ne permet pas de défendre ses positions. Il ne s'agissait pas d'obtenir la réintégration à tout prix et pour elle-même.

Pour ceux qui sont rentrés au S.A.T. sans avoir été eux-mêmes exclus (c'est-à-dire la majorité des adhérents actuels du S.A.T.), il s'agit de refuser de rester à la C.F.D.T. à tout prix dans de telles conditions et d'essayer de rester unis localement.

Le S.A.T. progresse lentement depuis sa fondation en octobre (une quarantaine de membres sur un effectif de plus de 200 travailleurs au centre de tri de la gare et de plus de 1 000 au centre de tri de Montrochet). La C.F.D.T., elle, est réduite à néant à la gare où eurent lieu les exclusions et n'a plus que 15 adhérents à Montrochet. La plupart de ceux qui y restaient pour obtenir encore les réintégrations ont fini par la quitter.

Était-il possible, au lieu de créer le S.A.T., d'aller à la C.G.T. comme l'ont proposé les militants de l'O.C.T. ? On peut d'abord remarquer que les 3 camarades qui ont suivi cette position n'ont toujours pas réussi à rentrer à la C.G.T. Ensuite, la plupart des adhérents étaient à la C.F.D.T. pour ne pas être à la C.G.T., certains en avaient d'ailleurs déjà été exclus. Mais surtout les anciens adhérents de la C.F.D.T. ont voulu prendre une décision collective. La C.G.T. refusant 3 adhésions individuelles, qu'aurait-elle dit d'une adhésion collective ?

Enfin, tout en critiquant les syn-

dicats traditionnels, « dont les structures et le mode de fonctionnement ne permettent pas l'expression de la base », les camarades ayant formé le S.A.T. ne veulent pas rompre avec le syndicalisme proprement dit, c'est-à-dire l'organisation des travailleurs sur leurs propres bases et pour défendre leurs propres intérêts, mais « envisagent un type de syndicalisme où la défense des intérêts des travailleurs aille de pair avec une transformation de la société ».

## Un syndicat représentatif ou pas ?

Créer un nouveau syndicat dans la société actuelle, où les syndicats sont très institutionnalisés, ne va pas sans poser quelques problèmes. Le S.A.T. existe localement dans les faits et d'une certaine manière en droit (puisque'il a des statuts déposés à la préfecture) : mais jusqu'ici la direction locale ne le reconnaît pas, car elle estime qu'il est « non représentatif ». Il est difficile de dire comment cette situation va évoluer ; en tout cas, jusqu'ici, cela n'a pas gêné les adhérents du S.A.T., même au niveau de l'affichage et de la distribution des tracts.

## Quelle pratique ?

Dans les grandes lignes, ces camarades poursuivent la pratique qu'ils avaient déjà à la C.F.D.T., avec évidemment plus de liberté.

À l'intérieur du syndicat, ils essaient qu'il y ait le moins possible de délégation de pouvoir, que les décisions soient prises collectivement : plutôt moins de positions sur tout et n'importe quoi, moins de textes, mais qu'ils soient élaborés collectivement. Pour eux, l'apparition de « petits chefs » n'est pas inévitable, une pratique effectivement collective est possible.

Vis-à-vis des travailleurs, syndiqués ou non, c'est la même chose. Il s'agit que ceux-ci prennent en main eux-mêmes leur propre défense, qu'ils soient capables de se défendre individuellement pour leur cas personnel, même s'ils sont soutenus par le syndicat. C'est une lutte de fond contre les habitudes invétérées de s'en remettre au délégué pour être défendu, et c'est évidemment un combat de longue haleine.

En cas de conflit, grève par exemple c'est l'ensemble des travailleurs qui doit décider et non les organisations syndicales qui n'ont pas de « directives » à donner. Les adhérents du S.A.T. pensent que c'est l'assemblée des travailleurs qui doit être souveraine.

C'est par rapport à ces positions qu'il faut comprendre leur appellation de « syndicat autogestionnaire ». Il ne faut donc pas s'attendre à une plate-forme politique précise de leur part sur l'autogestion. D'ailleurs, actuellement, ils pensent surtout à comment s'organiser sur leur lieu de travail et comment agir face à une C.G.T. largement majoritaire. Mais ils refusent de limiter le syndicat à une défense strictement corporative. Il ne faut pas oublier que c'est en partie à cause de cela qu'ils ont été exclus, en particulier à cause de leur participation à la manifestation de Creys-Malville. Ils veulent que le syndicat soit un lieu de réflexion collective sur tous les problèmes politiques, écologiques, etc. Mais ils ne veulent défendre une position précise que si elle a été élaborée collectivement.

## Quelles perspectives ?

Le S.A.T. n'est actuellement qu'un syndicat des centres de tri. Localement, les camarades espèrent développer d'autres sections dans les P.T.T.

Nationalement, ils ne pensent pas que leurs cas soit extraordinaire. Mais que sont devenus les nombreux militants exclus de la C.G.T., puis de la C.F.D.T. et ceux, encore plus nombreux sans doute, qui sont partis d'eux-mêmes en claquant la porte ? La plupart ont disparu... Les adhérents du S.A.T. espèrent donc que cela va changer et que d'autres syndicats du type S.A.T. vont se créer ailleurs.

Ils n'ont pas actuellement de projet de confédération, mais espèrent débattre avec toutes les sections syndicales qui se constitueraient indépendamment des grandes centrales et aussi avec les sections qui y restent et qui luttent sur les mêmes bases qu'eux.

L.HOMME DE MARBRE  
D'ANDRZEJ WAJDA  
( Pologne )

# CINOCHE

## 1) Histoire d'un film

Dés 1962 Wajda veut faire ce film. Mais l'Etat polonais est le seul producteur de film; c'est lui qui donne l'autorisation de tournage. Alors A.Wajda attendra son heure, fort de son audience internationale et de sa popularité nationale. Il obtient l'accord de « film Polski » pour faire le film. Cela coûtera sa place au vice ministre de la Culture. Puis le film est bloqué. L'affaire ira jusqu'au bureau politique du parti ouvrier unifié polonais ( PC ). C'est Gierek en personne qui donnera l'accord.

Sans publicité malgré des critiques cinématographiques froides et acerbes, le film est projeté à Wroclaw en février 1977. Et ce que les journaux cachèrent eou fustigèrent, la rumeur publique l'annonça. Une foule énorme l'applaudit. Pendant deux mois et demi ce sera un succès triomphal : des places au marché noir qui se vendent dix fois leur prix ! car tous savaient que ce film avait failli ne pas sortir. Deux millions sept cent mille spectateurs pour voir la vérité, pour voir l'histoire des années cinquante trop longtemps occultée par le pouvoir, caché par les mensonges officiels.

Mais il restait interdit à l'exportation jusqu'au festival de Canne 1978 qui vit au dernier jour une projectionsurprise du film.

Dés lors, vue la notoriété de l'auteur ( égale à l'est à Bergman, Bunuel ou Fellini à l'ouest ), le pouvoir ne pouvait empêcher sa sortie.

Mais on ne sait jamais, allez le voir ! Car je me souviens d'un très bon film cubain. « Mémoire du sous-développement » de Tomas Gutierrez Aléa qui, dès 1976 a été retiré des circuits commerciaux...

Autres film d'A. Wajda :

1954 Pokolenie ou une fille a parlée

1957 Kanal ou Ils aimaient la vie

1958 Cendres et diamant

1959 Lotna ou l'ailée

1960 Les innocentes charmeurs

1961 Lady macbeth sibérienne

1962 L'amour à vingt ans

La terre de la grande promesse

1976 L'homme de marbre

Un bois de bouleaux

## 2) Le film

Une élève cinéaste doit faire un film pour être reçue au concours. Agnieszka veut faire un film sur les années cinquante. Ces terribles années occultées par le pouvoir, couvertes de mensonges officiels, de peurs, de silences. Agnieszka veut savoir et connaître.

Elle découvre par la ruse, une statue de marbre de l'époque stalinienne, reléguée dans les combles d'un musée. Cette statue est celle d'un ouvrier maçon : Matéus Birkut. A travers ses enquêtes les chutes de films tournés sur lui à l'époque et les divers témoignages de ceux qui l'ont connu, Agnieszka découvre la personnalité de Birkut. Il vient de la campagne, il deviendra un ouvrier d'élite, un Stakhanoviste, façonné par un cinéaste ambitieux. Il posera trente mille briques avec l'aide de quatre assistants. Birkut est un idéaliste, il croit en ce qu'il fait: « Si nous faisons plus de maisons, plus de gens pourront se loger ».

culture.

Après son exploit, il devient un héros du travail, il a sa statue et son portrait orne les rues. Il fait des démonstrations; au cours de l'une d'elles on lui passe une brique chauffée à blanc. Il ne pourra plus jamais retravailler. Il occupera un rôle social important, en se démenant pour faire attribuer des appartements à des mal-logés. Son dévouement le rend populaire. Mais son meilleur ami, un ancien de la guerre d'Espagne, est emprisonné. Birkut se démène pour le faire sortir; il remue la bureaucratie du parti, il va à Varsovie. Witek est accusé, au procès, d'avoir passé la brique brulante, d'avoir voulu attenter Birkut. Mateus Birkut, ironique, s'accuse : « Nous voulions faire un attentat contre des ouvriers d'élite. Etant, Witek et moi, ouvriers d'élite nous avons pensé que le plus simple était de s'attenter l'un l'autre ». Le juge se récrie « C'est le contraire de ce que vous avez déclaré à l'instruction ! ».

Birkut : « vous vous voulez voir pourquoi j'ai dis le contraire ? ».

Et il commence à se déshabiller pour montrer ses cicatrices... (c'est l'une des deux scènes qui ont été en partie coupées, mais la suggestion est claire.)

A la fin du film la cinéaste retrouvera le fils de Birkut qui travaille au chantier naval de Gdansk. Elle lui demande où est son père. Il répond ( et ce n'est pas traduit ) « Mon père est mort ici, lors des émeutes de 1970.

Ainsi donc l'ex-ouvrier d'élite est resté fidèle à lui-même et à sa pensée dissidente.

## 3) Pour pouvoir comprendre le film

A partir du retour de Gomulka au pouvoir, après les émeutes de 1956 ( Gomulka était emprisonné avant ) Witek et Birkut sont libérés.

Mais si Witek deviendra ingénieur à Katowice, si l'ancien-

épouse de Matéus aura une situation enviable à Zakopane, si l'homme chargé de surveiller Birkut est devenu directeur d'uen agence d'Etat de streapteseuse, Birkut, lui ne se laissera pas acheter. Accueilli triomphalement en 1956, il refuse d'être utilisé et de cautionner le pouvoir. Il ne prononce pas LE Discours que l'on attendait de lui.

Il ne pouvait que mourir sous les balles de la milice, comme en 1976 et 70 d'autres ouvriers victimes d'un pouvoir « ouvrier » ( comme le dit, mais l'ironie en moins, « Rouge » ).

En 1970 E.Gierek remplaça Gomulka à la tête de l'Etat et du POUP.

IRL N 28 page 30



**EN CREUSE l'activité diminue  
la radio activité au gneute**

Pour le seul mois de mars 1979, la préfecture de la Creuse a pris la décision d'instruire onze nouvelles demandes de permis de recherche de mines d'uranium et autres métaux radio actif.

Parmi ces onze permis, nous relevons notamment :

- le permis d'Augères, 3 600 hectares sur les communes de Faux-Mazuras, Mansat-Lacourrière, Soubrebost Saint Pardoux-Mortierol et Saint Pierre Bellevue ( JO du 16/3/79 )

- le permis de Rubeyne, 2550 ha sur les communes de Vallière, Le Monteil au Vicomte, St Yrieix La Montagne, St Marc à Loubaud et Royère de Vassivière. ( JO du 17/3/79 )

- le permis de Chatain, 640 ha sur les mêmes communes que le précédent à l'exception de Vallière ( JO du 17 3 79 )

- le permis de Margnot, 1200 ha sur les communes de Vallière, St Michel de Veisse et St Marc à Frongier ( JO du 23 3 79 )

- le permis de Vergnolas, 1900 ha sur Royère, St Marc à Loubaud et Gentieux-Pigfrolles ( JO du 24 3 79 )

Ainsi, alors que le pouvoir devrait rechercher les moyens qui permettraient aux creusois de vivre et travailler au pays :

- en maintenant l'activité économique existante et en aidant l'implantation de nouvelles activités,

- en favorisant l'installation de jeunes agriculteurs,

- en développant l'utilisation de sources d'énergie abondantes localement et non polluantes ( énergie hydraulique, bois ),

il fait de la Creuse le fournisseur de l'industrie nucléaire.

Cette industrie :

- est dangereuse pour les hommes et l'environnement,

- engendre une société de plus en plus repressive et centralisée,

- va intensifier la désertification de la Creuse en expulsant les agriculteurs gèneurs et en détruisant des sols devenus impropres à l'agriculture et à l'élevage.

Enfin l'extraction de l'uranium est doublement inutile pour notre région, puisqu'on ne peut en attendre de création d'emplois ( elle en détruira même probablement plus qu'elle n'en créera ) et puisque le Limousin est déjà exportateur d'énergie.

**PACTE D'ASSOCIATION**

Les 14, 15 et 16 avril 1979, à Marseille, s'est constitué : LA FEDERATION INTERNATIONALE DES CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION LIBERTAIRES.

Cette fédération se propose :

- de préserver le patrimoine culturel du Mouvement Libertaire International et de le rendre accessible.

- de coordonner et de développer l'activité des centre adhérents.

( extraits du pacte d'association )

1) Peuvent adhérer à la fédération tous les centres d'études et de documentation qui approuvent les buts de la fédération.

2) L'adhésion se fait sur présentation de deux centre. Elle doit être acceptée à l'unanimité des centres adhérents.

5) Les centres adhérents se dotent, dans la mesure du possible, d'une structure collective, sur le plan juridique.

6) La fédération publie un bulletin de liaison et d'informations dont les rédacteurs sont désignés lors de l'as-

Nous refusons cette politique et nous affirmons notre opposition vigoureuse à l'octroi de ces permis de recherches qui ne peuvent qu'accentuer le dépérissement de notre région.

Nous demandons aux creusois de manifester leur opposition en écrivant, par lettre recommandée, à la préfecture de la Creuse ( Direction des affaires générales 3 ème bureau ).

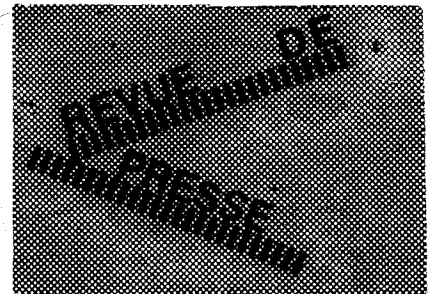
UIS CFTD Aubusson Felletin

semblée générale de la fédération. ( Jusqu'à la prochaine AG prévue à Lyon les 24,25 et 26 mai 1980, ce bulletin intitulé Anarchives, sera tiré à mille exemplaire dans la région parisienne. L'adresse du bulletin : C/O CEDEL boite postale 191 F-93103 Montreuil cedex )

7) L'assemblée générale des centres est souveraine. Les décisions sont prises à l'unanimité des centres présents. (...L'assemblée générale se réunit au moins une fois tous les deux ans (.....) )

Chaque assemblée générale décide de la date et du lieu de l'AG suivante. Dans l'intervalle, le centre organisateur de l'assemblée à venir assurera la liaison entre les centres (...)

Approuvent ce pacte d'association, sous réserve d'AG de chacun des centres, les centres suivant : IISG ( Amsterdam ), CIRA Genève, CIRA Marseille, CSL Milano, ADZ Wetzlar, CDL Lyon, CHS Barcelona, CEDA Bordeaux, CPP ( CPCA plus CDEL plus R.Biard ). A Marseille le 16 avril 1979.



CE MOIS-LI, J'EN AI MARRE!  
TOUT SEUL POUR PREPARER  
CETTE PAGE... JE FATIGUE.

Jusqu'à maintenant j'ai  
tatonné, essayé de présenter  
l'ensemble de la presse de  
CONTRE-INFO...

Désormais je vais essayer  
de présenter cette presse  
(et pas obligatoirement celle  
qu'on reçoit) par thème  
(médecine, poésie, antimilita-  
risme, Bd, SF, écologie,

féménisme, artisanat, militant,

...) alors pour faire ça com-  
plètement et sérieusement  
(pour changer!), j'en appelle  
aux journaux qui sont  
spécialisés dans un seul  
thème pour nous fournir  
matière à traiter le sujet  
convenablement pour la  
satis l'action de tous.

Ciao

Revue de Presse

